

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Le Premier ministre le présentera lundi prochain à l'APN

P. 3

ALGÉRIE - MAURITANIE

M. Lamamra entame une visite de travail à Nouakchott

P. 24

ALGÉRIE - NIGER

Alger et Niamey conviennent de "travailler ensemble" à la paix et au développement en Afrique

P. 24

ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

Charfi : "1.366 listes de partis et 13 listes d'indépendants ont retiré les formulaires"

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a indiqué lundi à Alger que 1.366 listes de partis et 13 listes d'indépendants avaient retiré à ce jour les formulaires de souscription des signatures en prévision des élections locales du 27 novembre prochain.

Lors d'une conférence de presse animée au siège de l'ANIE, à l'issue d'une réunion, par visioconférence, avec les coordonnateurs des délégations de l'autorité au niveau des wilayas, M. Charfi a précisé que les préparatifs des élections locales "vont bon train", 1.366 listes de partis (1.327 pour les APC et 39 pour les APW) et 13 listes d'indépendants (8 pour les APC et 5 pour les APW) ayant d'ores et déjà retiré les formulaires de souscription des signatures en prévision de ces échéances, a-t-il dit.

Les formulaires sont disponibles au niveau de toutes les délégations de l'ANIE à travers le territoire national, a-t-il rappelé.

P. 24

DKnews / APS



PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Mesures pour développer les infrastructures liées à la logistique et aux TIC

P. 6

DIPLOMATIE

Belhimer : "la politique nationale de l'Algérie nouvelle repose sur l'action proactive et la vision prospective"

P. 3

BILAN DE LA COVID DANS LE MONDE

4.574.225 décès

P. 11

الراعي الرسمي

مؤسسة مواطنة

ANEP

بالتلقيح تستمر الحياة

٠٢٠٠٨ ٨ +٠٨٠٢٠+

BIG DAY 11

SEPTEMBRE

بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الواب

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة الصحة

الأسبوع الوطني

للتلقيح ضد كوفيد 19

من 04 إلى 11

سبتمبر

<http://www.sante.gov.dz> | @sante.gov.dz | SanteDz

Anep GRATUIT : 0062 du 08/09/2021

PARLEMENT

Le Parlement algérien à la 5^e conférence mondiale des présidents de Parlement à Vienne



Une délégation des deux chambres du Parlement algérien prendra part aux travaux de la 5^e conférence mondiale des présidents de Parlement, prévue mardi et mercredi à Vienne, a indiqué, lundi, un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

La délégation sera conduite par le vice-président de l'APN, Belakheh Fitas, au nom du président de l'APN, Brahim Boughali, et présentera une communication intitulée "le multilatéralisme et sa capacité à lutter contre de futures pandémies".

La délégation parlementaire participera aux travaux de l'atelier sur "la reprise post-covid: transformer l'économie pour la lutte contre les changements climatiques et promouvoir le développement durable".

VACCINATION ANTI-COVID-19

Fourar appelle à la mobilisation de tous les moyens nécessaires



Le directeur général de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, Dr.

Djamel Fourar a appelé, lundi, à mobiliser les moyens nécessaires pour procéder à la vaccination anti-COVID-19 et accélérer sa cadence, a indiqué un communiqué du ministère de la Santé.

Il a également insisté sur "la nécessité d'étendre l'opération de vaccination à toutes les wilayas du pays en y associant le mouvement associatif et la société civile", ajoute la même source.

MASCARA

Une nouvelle mission médicale chinoise à l'hôpital mère et enfant

Une nouvelle mission médicale chinoise est arrivée, dimanche, à Mascara pour exercer à l'hôpital spécialisé mère et enfant, a-t-on appris, lundi, du directeur de la santé et de la population, le docteur Amri Mohamed. La mission médicale chinoise comprend quatre médecins spécialisés en gynécologie et obstétrique ainsi qu'un médecin spécialiste en réanimation et anesthésie, en plus d'un assistant et d'un interprète, précise la même source.

Cette équipe médicale entamera son travail sur le terrain, la semaine prochaine, en collaboration avec des médecins algériens, ajoute la même source.

Les membres de la précédente mission ont quitté la wilaya de Mascara, en janvier 2020, à destination de la Chine, pour un congé, mais n'ont pas pu revenir, en raison de la pandémie du Covid-19 et l'arrêt des vols internationaux.

BOUIRA

Un mort dans un accident de la route



Un cinquantenaire a trouvé la mort lundi soir dans un accident de la route survenu à Bouira sur la voie autoroutière menant vers Constantine et près de la gare routière de la ville, a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

L'accident s'est produit à 22h15 lors qu'un véhicule touristique a violemment heurté un homme âgé de 57 ans, le tuant sur le coup, selon les détails fournis par le chargé de la communication de la protection civile, le Sous-lieutenant Abdat Youcef.

"La victime a rendu l'âme sur place et son corps a été transporté à la morgue de l'hôpital Mohamed Boudiaf de la ville de Bouira", a expliqué à l'APS le Sous-lieutenant Abdat.

Par ailleurs, une enquête a été ouverte par les services de la police pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

ALGER

Un jeune mort électrocuté à Baba Ali



Un jeune ouvrier a trouvé la mort électrocuté, lundi, dans la zone d'activités de Baba Ali (sud d'Alger), a-t-on appris des services de la Protection civile de la wilaya d'Alger.

Le chargé d'information à la Direction de wilaya de la Protection civile, le lieutenant Khaled Benkhalfallah a indiqué dans une déclaration à l'APS, que l'ouvrier qui est décédé, était âgé de 29 ans, travaillait à la briqueterie dans la zone d'activités de Baba Ali et a été électrocuté alors qu'il peignait la toiture de la briqueterie.

La même source a ajouté que la victime qui est issue de la commune de Hydra (Alger), a effleuré les câbles des poteaux électriques traversant la toiture de la briqueterie, ce qui a entraîné son décès directement.

Les agents de l'Unité secondaire de Birtouta sont intervenus pour transporter le corps de la victime vers la morgue de l'hôpital de Douera, tandis que les services de sécurité spécialisés ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de cet incident.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

32 morts et 1451 blessés en une semaine

Trente-deux (32) personnes sont mortes et 1451 autres ont été blessées suite à 1167 accidents de la circulation, survenus entre le 29 août et le 4 septembre 2021 à travers le territoire national, selon un bilan rendu public mardi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Oran avec 3 personnes décédées sur le lieu de l'accident et 59 autres blessées suite à 54 accidents de la route, précise la même source.

LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS

31 individus arrêtés et des quantités de drogues saisies à Alger en août dernier



Les éléments de la Sûreté nationale ont arrêté 31 individus recherchés et saisi des quantités de drogues et de psychotropes dans plusieurs circonscriptions administratives de la wilaya d'Alger en août dernier, a indiqué, lundi, un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Les individus arrêtés faisaient l'objet de recherche au niveau de la sûreté des circonscriptions administratives de Zéralda, Bir Mourad Raïs, Sidi M'hamed, Rouiba, Dar El Beïda, Baraki, El-Harrach, Bouzaréah et Bab El Oued, ajoute le communiqué.

L'opération s'est soldée par la saisie de quantités de drogues et de psychotropes, 23 armes blanches prohibées et une somme d'argent générée par la vente de ces substances, et permis la récupération d'un véhicule, d'un motocycle et de téléphones portables, précise la même source.

La salle des opérations de la Sûreté de la wilaya d'Alger a reçu, du 1 au 31 août, 54.820 appels téléphoniques via les numéros vert 1548 et de secours 17, a-t-on ajouté, notant l'enregistrement de 17 photos exploitables via l'application -Allo Chorta+ et 31 affaires traitées liées au signalement de différentes affaires criminelles et aux demandes de conseils et d'orientation.

SOCIÉTÉ DES EAUX ET DE L'ASSAINISSEMENT D'ALGER (SEAAL)

Une visite pour encourager la nouvelle équipe

Le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, a effectué mercredi une visite de travail et d'inspection au siège de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) en vue d'encourager la nouvelle équipe installée mardi suite à l'expiration du contrat de gestion avec le partenaire étranger.

Intervenant devant les responsables de la société, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'intensifier les efforts et de coordonner avec tous les cadres de la société qui sont compétents et capables de relever le défi et réaliser un véritable départ en matière d'amélioration du service public d'eau et de l'assainissement à Alger et Tipasa", indique un communiqué du ministère.



PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Le Premier ministre le présentera lundi prochain à l'APN

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane présentera, lundi prochain au lieu de dimanche, le plan d'action du Gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), a indiqué la Chambre basse du Parlement dans un communiqué.

"Dans le cadre de la révision de l'agenda



des travaux de l'APN, il a été décidé de reprendre les travaux en plénière, consacré à la présentation du plan d'action du Gouvernement par le Premier ministre, lundi 13 septembre 2021 au lieu du dimanche 12 septembre 2021, note la même source. "Le débat général est prévu pour les mardi et lundi 14 et 15 septembre 2021, avant de clôturer, en plénière le jeudi 16 septembre 2021, les travaux par les réponses du Premier ministre aux préoccupations des députés et procéder au vote du plan d'action du gouvernement", conclut le communiqué.

La politique d'emploi sera basée sur une approche économique

Le Gouvernement s'engage, à travers son Plan d'action pour la mise en œuvre du programme du président de la République, qui sera soumis dimanche au Parlement pour débat, à promouvoir l'emploi et lutter contre le chômage à travers une approche économique.

"La croissance économique inclusive est le levier à privilégier dans la stratégie de promotion et de pérennisation de l'emploi dans un environnement économique instable et sujet à des récessions cycliques récurrentes avec une intensité plus marquée sur la viabilité du tissu économique et industriel", explique le Gouvernement dans son plan d'action. A cet effet, il s'engage à consolider et à mettre en œuvre les programmes de soutien et de développement du capital humain. Le Gouvernement s'engage également à accélérer la mise en œuvre des instruments d'appui devant être déployés par l'Agence Nationale de Développement de la PME et de Promotion de l'Innovation dans le cadre de ses attributions, la valorisation des capacités humaines créatives et innovantes à travers l'amélioration des systèmes de management, ainsi que la modernisation de l'infrastructure qualité afin d'améliorer la compétitivité des entreprises et la qualité des produits et des services en vue d'élargir l'offre exportable. Il prévoit aussi la relance des processus

de mise à niveau des entreprises en conditionnant l'accès au dispositif selon les objectifs stratégiques du secteur (filiales à promouvoir), l'examen, avec les institutions concernées des modalités d'accès au financement bancaire, ainsi que la facilitation de l'accès des PME au financement et le renforcement des actions de garantie des crédits par la diversification des produits notamment du Fonds de Garantie des Crédits aux PME (FGAR) et de la Caisse de Garantie des Crédits d'Investissement PME (CGCI-PME). Concernant la micro-entreprise, les actions du programme du gouvernement visent à encourager l'émergence d'un écosystème favorable à la création, le développement et la pérennité des micros et petites entreprises, renforcer le soutien des promoteurs en difficulté et améliorer la qualité d'accompagnement des porteurs de projets, à travers l'instauration d'un mode personnalisé et aussi la mise en œuvre des dispositions réglementaires relatives à l'attribution des 20% de la commande publique au profit des micro-entreprises et l'élaboration d'un cahier des charges spécifique.

Il compte aussi encourager la sous-traitance au profit des micro-entreprises en impliquant les grands groupes industriels publics, allouer des espaces aménagés au niveau des zones industrielles et des zones

d'activité pour attirer les micros et petites entreprises et pour garantir leur croissance et leur pérennité et même créer des cabinets de conseil et d'accompagnement de micro-entreprises. En matière de développement des compétences et de l'adéquation formation-emploi, le gouvernement œuvrera à améliorer les performances qualitatives du système éducatif national, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle de manière à les adapter à l'environnement économique du pays et de mettre en adéquation le capital humain avec les besoins du marché du travail. Il sera également question, selon le Plan d'action, de moderniser le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, afin de former une ressource humaine de qualité, susceptible de contribuer au développement socioéconomique.

S'agissant de la création des activités, le Gouvernement s'engage à simplifier les procédures de création d'entreprises en réduisant le nombre d'intervenants administratifs et les coûts, ainsi qu'à "dé-bureaucratiser" les autres procédures de création d'activités (carte d'artisan, professions libérales, statut d'auto-entrepreneur), et à augmenter le nombre d'entreprises créées pour 1.000 habitants.

Il table enfin sur la digitalisation des procédures de création d'entreprises.

MOUDJAHIDINE

Des séances de travail avec les organisations concernées par la protection des moudjahidine et des ayants-droit

Le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit a entamé une série de rencontres avec les organisations et associations concernées par la protection de cette catégorie et la préservation du patrimoine historique et culturel, a indiqué le ministère dans un communiqué.

La tutelle vise, à travers ces séances de travail, à "écouter cette frange et rester en contact avec elle en matière de coordination du travail qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de protection de la mémoire historique", précise la même source. Il s'agit, en fait, de nouveaux mécanismes sérieux permettant de "mettre en place le cadre de réflexion et d'ouvrir le débat sur les aspects liés à la protection sociale des moudjahidine et des ayants-droit mais également à la préservation du patrimoine historique et culturel, tout en contrecarrant les tentatives des instigateurs et auteurs d'infox ou de pratiques malveillantes".

Le système de l'Algérie nouvelle requiert de nouvelles mentalités sous-tendant les bonnes mœurs, le comportement non le, l'abnégation dans le travail, conformément aux valeurs inclues dans la Déclaration de Novembre 1954, le but étant de relever les défis du présent et gagner les enjeux du futur", note le communiqué.

C'est, en effet, une mission commune nécessitant "le raffermissement de la confiance mutuelle, la bonne coordination et la collaboration fructueuse dont le cadre organisationnel sera mis en place selon un agenda à fixer avec les différents partenaires". Il est à rappeler, cite le document, que les moudjahidine et chahids sont "un symbole pour la patrie et un bien commun pour l'ensemble du peuple algérien", en ce sens que "tout le monde exprime la même fierté, considération et vénération des chahids, moudjahidine et des ayants-droit". C'est dans cette logique que le premier responsable du secteur, Laïd Rebigua "se tient, avec fierté, au service des moudjahidine et des ayants-droit ainsi qu'à la protection de la mémoire nationale et à la perpétuation des hauts faits et sacrifices de nos aïeux", a conclu le communiqué.

DIPLOMATIE

Belhimer : "la politique nationale de l'Algérie nouvelle repose sur l'action proactive et la vision prospective "

Le ministre de la Communication, Ammar Belhimer a affirmé que la politique nationale de l'Algérie nouvelle avait pour caractéristique de focaliser sur "l'action proactive en vue de renforcer le rôle de l'Algérie aux plans, régional et international, et la vision prospective dans la lecture et la compréhension des différents développements permettant de les traiter avec la méthodologie adéquate, au moment opportun".

Dans un entretien au quotidien "Aljazaïr al youm", M. Belhimer a souligné que "l'action proactive visant le renforcement du rôle de l'Algérie aux plans, régional et international, et la consolidation de ses capacités de résilience face aux complots ourdis et aux défis auxquels elle est confrontée, s'inscrit dans le cadre des sept axes des envoyés spéciaux désignés récemment par le président de la République, M.

Abdelmajid Tebboune, chargés de conduire l'action internationale de l'Algérie", citant parmi "les caractéristiques de la politique nationale de l'Algérie nouvelle, la focalisation sur l'action proactive et la vision prospective dans la lecture et la compréhension des différents développements permettant de les traiter avec la méthodologie adéquate au moment opportun".

Il s'agit, a-t-il ajouté, de "cadres qui ont engrangé une vaste expérience qui devrait leur permettre d'accompagner utilement et collectivement le ministre des Affaires étrangères".

Is l'accompagneront notamment en matière d'analyse et d'anticipation dans la perspective tracée par le Chef de l'Etat concernant une diplomatie réellement dynamique et proactive, qui puisse être en mesure de disposer de capacités d'initiative sur les grands dossiers régionaux et internationaux et de s'inscrire dans une logique d'influence pour conforter le rôle de l'Algérie en tant que puissance médiane productrice et exportatrice de paix, de stabilité et de sécurité, a-t-il soutenu. "Des compétences nationales, toutes spécialités confondues, sont à pied d'œuvre pour procéder à une analyse objective et sérieuse de la réalité", a-t-il observé, ce qui a permis, selon lui, de "déjouer les complots qui se trament contre l'Algérie et de démasquer les parties étrangères qui se cachent derrière, ainsi que leurs agents traitres". Evoquant la politique extérieure de l'Algérie, M. Belhimer a souligné que "tout le monde est conscient du sérieux, de l'intégrité et de l'honnêteté de l'Algérie dans le traitement des événements, ce qui lui a valu le respect international, pour la simple raison qu'elle ne vend pas l'illusion et ne profère pas les mensonges, mieux encore elle œuvre,

sans cesse, à établir des relations saines et à dénoncer les conspirateurs et les véritables manipulateurs des droits de l'Homme". Il a rappelé à cet égard "les positions en faveur de la thèse algérienne, exprimées par des instances internationales et de nombreux pays comme c'est le cas pour le trafic de drogue, la migration clandestine, ou encore les déplacements massifs de mineurs, question utilisée comme carte politique de pression et de chantage.

Failite des laboratoires de la conspiration maroco-sioniste ciblant les Algériens

Le ministre a également évoqué la question d'espionnage, à travers notamment le programme "Pegasus", dont "nous avons dévoilé l'existence il y a environ deux ans", soulignant que "le scandale d'espionnage maroco-sioniste via ce programme de nombre de pays, de responsables et de personnalités vient confirmer nos affirmations sur cette dangereuse opération d'espionnage, qui n'est pas la première du genre." Par ailleurs, M. Belhimer a cité des articles de presse et des enquêtes, dont le site électronique "Orient XXI", qui a révélé ces derniers jours que "le Maroc même depuis 2009 des opérations d'espionnage au moyen de logiciels espions français et italiens ciblant des personnes et des organisations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Maroc, dont l'Algérie", ajoutant que "les opérations récurrentes d'espionnage marocain pour la répression des libertés et la confiscation des droits sont susceptibles d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la gravité de ces agissements hostiles et vils.

A ce propos, le ministre a indiqué que l'administration de Facebook avait confié la détection des fake-news relatives à l'Algérie à des médias étrangers, une décision à laquelle "nous nous sommes opposés en prenant des mesures pratiques consistant en la formation d'un groupe de suivi et d'évaluation, sous la supervision du ministère de la Communication avec la participation de représentants de nombre de secteurs, d'organismes et d'institutions concernés". Il a fait savoir, en outre, que le travail de ce groupe consistait à "trouver une plateforme de fact-checking en Algérie, qui sera active, d'un point de vue national, sur les pages Facebook et les sites Web et chargée de détecter les fake-news pour y faire face grâce aux compétences et efforts nationaux. Pour le ministre, "l'achat des consciences par le régime marocain n'est pas surprenant, car il a coutume d'user de telles méthodes immorales", faisant savoir que "les

médias internationaux dont une partie s'est lancée dans ce sale jeu sont très au fait des méthodes du Maroc, notamment des chantages et pots-de-vin, en vue d'influencer les positions soutenant la légalité internationale et le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ainsi que son recours à tous les moyens pour ternir la réputation de l'Algérie". "Globalement, les médias internationaux sont aujourd'hui face à deux options: soit travailler avec professionnalisme pour défendre la démocratie et les droits de l'homme, à travers le respect des revendications des peuples et associations actives dans le domaine, soit fermer les yeux sur ces revendications qui trouvent sur les réseaux sociaux un espace d'expression directe", a estimé M. Belhimer.

Dans ce contexte, le ministre a insisté sur "la failite des laboratoires de la conspiration maroco-sioniste visant à influencer l'opinion publique et à démoraliser le peuple algérien, car ils se heurtent toujours à un front interne uni et conscient de ce qui se trame contre lui". A une question sur le secteur de la communication, M. Belhimer a affirmé que le secteur "s'emploie à contribuer à la consolidation de la prise de conscience des citoyens et à leur immunisation contre les contre-vérités et les mensonges des mouches électroniques dissimulées sur les réseaux sociaux derrière des masques, de faux slogans et des identités numériques qui s'acharnent à cibler la légitimité de l'Etat", relevant que "la cyberguerre visant la légitimité de l'Etat et ses institutions s'intensifie à l'approche de certaines dates à l'instar de l'anniversaire des événements du 5 octobre". Le ministre a fait savoir que son secteur s'attelle à élaborer la loi relative à la publicité définissant les règles et conditions d'octroi de la publicité aux médias, y compris les médias électroniques, selon des normes objectives répondant aux règles de la profession et aux exigences du marché.

Le cas échéant, il sera procédé à la prise des mesures qui s'imposent pour trouver des mécanismes supplémentaires afin de renforcer l'application de cette loi pour contribuer aux activités économiques et afférentes". Il a estimé que "la fermeture temporaire ou définitive de certaines chaînes de télévision privées entre dans le cadre des missions et prérogatives de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), prévues dans la loi sur l'audiovisuel", relevant que "les raisons de leur fermeture étaient "strictement professionnelles et objectives".

AGRICULTURE

Mise en place d'un comité national pour mener l'opération de reboisement prévue en octobre (Hemdani)

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhamid Hemdani, a annoncé lundi à Alger la mise en place d'un comité national de coordination pour mener l'opération de reboisement prévue à partir du mois d'octobre prochain au niveau de plusieurs wilayas touchées par des incendies, a indiqué un communiqué du ministère.

Présidant une réunion de concertation avec les membres de la société civile (associations, spécialistes, organisations professionnelles) et les responsables de la Direction générale des forêts, M. Hemdani a annoncé la mise en place d'un comité national de coordination pour mener la campagne nationale de reboisement, qualifiée d'"opération d'envergure nationale", a précisé la même source.

Cette réunion a pour objectif de "préparer, en concertation avec les membres de la société civile, le plan opérationnel de la campagne de reboisement

qui se veut être une réponse massive aux actes criminels ayant ciblé le patrimoine forestier dans plusieurs wilayas sans compter les pertes en vies humaines", a ajouté le communiqué.

Le ministre a souligné l'importance de cette rencontre, qui constitue, selon lui, "une occasion pour expliquer aux différents intervenants que l'opération de reboisement ne peut pas être réalisée avec une vision administrative".

Il a expliqué, également, que "le reboisement doit obéir à des normes et des paramètres techniques afin de garantir sa réussite, et ce, à travers le choix des

espèces et espaces à planter ainsi que l'entretien des plantations".

M. Hemdani a affirmé, en outre, que "l'opération de reboisement ne concernera pas uniquement les espaces forestiers, mais aussi les exploitations privées touchées par les incendies". "L'objectif étant de permettre à ces citoyens de reprendre leurs activités agricoles rapidement, tout en prenant en compte les aspects techniques", a-t-il fait savoir.

L'opération de reboisement devra aussi prendre en compte l'aspect économique notamment dans les zones touchées, avec la

prise en charge des opérations de plantations et de réhabilitation des vergers arboricoles touchés par les incendies, est-il mentionné dans le communiqué.

S'agissant de l'opération d'indemnisation des sinistrés en matière de cheptel animal (bovin, ovin et caprin) entamé jeudi dernier au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou et de Bejaïa, le ministre de l'Agriculture a assuré que ce-ci se poursuivra pour toucher toutes les wilayas ayant enregistré des pertes dans l'activité agricole aussi bien animale que végétale, a-t-on souligné de même source.

INSERTION PROFESSIONNELLE Réunion d'évaluation entre les ministres des Affaires religieuses et du Travail

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmeïdi, et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abderrahmane Lahfaya, ont tenu lundi à Alger une séance de travail consacrée à l'évaluation et au suivi de l'avancement de l'opération d'intégration des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et du dispositif d'insertion sociale des diplômés.

"L'intégration dans le secteur des Affaires religieuses des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et du dispositif d'insertion sociale des diplômés se concrétise grâce aux efforts du ministère pour la levée de toutes les entraves et l'affectation de postes budgétaires vacants à cette opération", a précisé M. Belmeïdi en marge de la réunion. "La prise en charge des cas particuliers s'effectue en coordination avec les parties compétentes", a-t-il ajouté, faisant état de l'intégration, dans ce cadre, de 602 mourchida religieuses et de 242 imams enseignants, en attendant l'intégration de 2.654 autres bénéficiaires concernés".

Lors de cette séance de travail, à laquelle ont pris part des représentants du ministère des Finances et de la Direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative, M. Lahfaya a précisé que cette première rencontre à ce niveau avec le ministère des Affaires religieuses "fait partie d'une série de réunions programmées en 2021 pour l'évaluation et le suivi de l'avancement de l'opération d'insertion professionnelle et la levée des entraves rencontrées".

Rappelant les mesures prises pour assurer la réussite de cette opération, le ministre a souligné qu'une totale coordination était garantie avec tous les secteurs concernés pour la prise en charge de tous les bénéficiaires en activité à la date du 31 octobre 2019.

Il a, à ce propos, évoqué la création d'une plateforme numérique dédiée accessible aux partenaires des différents secteurs".

Depuis le lancement de l'opération jusqu'au 20 août dernier, 78.280 jeunes ont été intégrés dans des postes permanents dans le secteur administratif, a annoncé M. Lahfaya, alors que pour le secteur des affaires religieuses, plus de 1.400 cas sur un total de 4.500 ont été régularisés, soit un taux de plus de 30 %, selon un bilan des commissions de wilayas chargées du suivi et de la concrétisation de ce projet.

"La concrétisation de l'engagement de régularisation de ce dossier ne sera pas possible par les cadres et les procédures conventionnelles, mais plutôt par l'adoption de mesures exceptionnelles imposées par la nature de l'opération dans le cadre d'une approche où les efforts de tous les secteurs concernés se concertent en toute objectivité et transparence", a-t-il dit.

Et d'ajouter que "l'opération d'insertion des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et des contrats d'insertion sociale pour les diplômés dans le secteur des affaires religieuses a été entravée par certaines difficultés essentiellement liées aux conditions de recrutement prévues dans le statut particulier". L'impossibilité pour la plupart des secteurs de définir ses véritables priorités en termes de postes budgétaires "demeure l'une des difficultés rencontrées par cette opération d'insertion, à laquelle s'ajoutent l'incompatibilité, dans certains cas, du poste budgétaire disponible avec les spécialités et les compétences des bénéficiaires et la contrainte de l'obligation de la formation auprès des instituts relevant du secteur des affaires religieuses, notamment la récitation du Saint Coran", a poursuivi le ministre. "Les jeunes concernés par cette situation ont grandement contribué au soutien des structures administratives et les services publics pendant une période de plus de dix ans, d'où la nécessité de leur trouver des solutions adéquates de manière à exalter les valeurs du travail et renforcer la confiance dans leurs esprits vis-à-vis des établissements du secteur", a-t-il ajouté. Avec l'arrivée de la nouvelle rentrée sociale, le ministre du Travail a appelé à "davantage de coordination et de coopération entre tous les secteurs concernés pour aplanir les difficultés qui pouvaient compromettre l'opération d'insertion professionnelle, tout en restant déterminé à concrétiser les engagements du Gouvernement dans ce cadre".

APS

RENTREÉ UNIVERSITAIRE

Des orientations aux directeurs des établissements universitaires pour accélérer la vaccination contre la Covid-19 (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a affirmé, lundi à Alger, qu'en prévision de la rentrée universitaire prévue début octobre, des orientations ont été données aux directeurs des établissements universitaires, de recherche et des services pour accélérer le rythme de la vaccination anti-COVID19 en coordination avec les directions de la santé des wilayas.

Présidant une réunion de concertation avec les partenaires sociaux (syndicats professionnels et organisations étudiantes), M. Benziane a précisé que ces orientations portent sur "l'élaboration d'un programme de vaccination au profit des membres de la famille universitaire qui représente 2 millions de personnes et ce avant le début des cours le 3 octobre prochain".

Le secteur de la santé, poursuit le ministre, "a accepté de fournir les doses nécessaires pour tous les enseignants, étudiants et travailleurs", appelant les représentants des syndicats professionnels et des organisations étudiantes à "contribuer dans l'opération de sensibilisation de toute la famille universitaire à l'impératif de

se faire vacciner afin d'atténuer l'incidence de cette pandémie et favoriser le retour des activités universitaires".

Rappelant l'expérience acquise de la pandémie ces deux dernières obligeant le secteur à suivre un mode de gestion autre sur la base du protocole sanitaire pour la gestion des établissements universitaires", le ministre a annoncé avoir demandé aux directeurs des établissements universitaires "de s'appuyer sur le protocole sanitaire pour élaborer celui pédagogique de chaque établissement en l'adaptant en fonction de la situation épidémique".

Concernant le dossier des œuvres universitaires, le ministre a réitéré l'engagement de son secteur à fermer les résidences universitaires qui connaissent "une grande détérioration dans leurs parties et à dispatcher les étudiants aux autres résidences, dont notamment les nouvelles", ajoutant que "jusqu'à présent, il a été procédé à la fermeture de 7 résidences universitaires, en vue de leur rénovation".

À l'occasion, il a révélé le lancement d'une opération d'équipement de 11 restaurants centraux, de 25.000 lits au niveau de 10 résidences universi-

taires, en sus de l'équipement de 6.500 lits au niveau du pôle universitaire technologique à Sidi Abdallah (ouest de la capitale), de 1.500 autres lits dans la wilaya de Tizi Ouzou et de 500 lits dans la wilaya d'El Bayadh.

De leur côté, les représentants des syndicats professionnels et des organisations étudiantes ont valorisé la décision du ministère portant acquisition de 30 ambulances au profit de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), et ce après l'accord du Gouvernement dans sa dernière réunion. Par ailleurs, l'encadrement pédagogique sera renforcé cette année, selon le ministre, par l'ouverture de 1.655 postes budgétaires de recrutement externe d'enseignants assistants de catégorie "B" et de 429 postes budgétaires d'enseignants assistants hospitaliers.

Il a ajouté dans le même contexte qu'il sera procédé au lancement de la plateforme propre à l'habilitation universitaire, en vue de regrouper les candidatures relatives à la promotion de maîtres de conférence "B" au grade de maîtres de conférence "A" selon le nouveau modèle, en octobre prochain, dans le but de "consolider l'encadrement de haute catégorie".

TERRORISME - LUTTE

Arrestation de 27 individus activant dans l'organisation terroriste "MAK" à Kherrata et Beni Ouartilane (Sûreté nationale)

Les services de Sûreté nationale ont arrêté, ces dernières 48 heures, 27 individus à Kherrata (Bejaïa) et à Beni Ouartilane (Sétif), accusés d'appartenance à l'organisation terroriste "MAK" et de tentative de "semer la Fitna et la terreur auprès des citoyens à l'instigation de parties établies à l'étranger", indique la Sûreté nationale dans un communiqué. Les éléments de la Sûreté nationale ont traité une affaire liée à l'atteinte à l'unité nationale et

à l'ordre public et incitation au rassemblement", avec l'arrestation de 27 individus accusés d'appartenance à l'organisation terroriste "MAK", dans les villes de Kherrata et Beni Ouartilane et de tentative de "semer la Fitna et la terreur auprès des citoyens et réactiver des cellules terroristes dormantes à l'instigation de parties établies à l'étranger", précise la même source.

Les éléments de l'organisation criminelle ont

recouru à l'agression et au hold-up de locaux commerciaux, suite à quoi 25 individus ont été arrêtés à Kherrata et 2 autres à Beni Ouartilane".

"L'intervention des éléments de Police pour le rétablissement de l'ordre public et la protection des citoyens et des biens a permis d'arrêter les mis en cause.

Des éléments de la Sûreté nationale ont été blessés par des jets de pierre et d'objets durs et

tranchants", note le communiqué. La perquisition des domiciles des mis en cause, sur ordre du Parquet territorialement compétent, a permis de récupérer "des accessoires de tenues militaires, du matériel, un détecteur de métaux, des armes blanches, des cachets falsifiés portant la mention "+a voté+ et "+a voté par procuration+", des registres administratifs, des drapeaux du "MAK" et des téléphones portables", a conclu le document.

TOURISME À BLIDA Vers un renforcement des capacités d'accueil avec 2.500 lits

La capacité d'accueil des structures hôtelières de la wilaya de Blida, réputée pour être un pôle médical et industriel par excellence, seront progressivement renforcées avec près de 2.500 nouveaux lits, a-t-on appris, lundi, auprès de la directrice locale du tourisme et de l'artisanat.

Selon Siham Fnides, le secteur touristique à Blida prévoit la réception progressive de huit hôtels, d'une capacité d'accueil globale de près de 2.500 lits.

Ces projets, enregistrant des taux d'avancement estimés entre 40 et 90%, sont en réalisation dans les communes de Hammam Melouane, Bougara, Blida et Larbaâ, auxquels s'ajoutent deux hôtels dans la région touristique de Chrèa, qui attire annuellement un grand nombre de touristes issus de différentes wilayas du pays.

La réception de ces nouveaux établissements hôteliers permettra de "réduire le déficit en capacités d'accueil, enregistré dans le secteur qui compte actuellement pas plus de 1.111 lits.

Un chiffre nettement en deçà de l'important nombre de visiteurs accueillis par la wilaya, qui est un pôle médical, industriel et touristique par excellence", a estimé la même responsable.



Mme Fnides a, par ailleurs, annoncé la création de trois zones d'expansion touristiques (ZET), devant "constituer, à l'avenir, l'un des plus importants moteurs du développement touristique dans la wilaya qui regorge d'importantes potentialités en la matière". Elle a cité notamment les ZET de la région de Chiffa (à

l'ouest), s'étendant sur une superficie de 70 ha, Hammam Melouane (Est) sur 49 ha et celle de Bouinane (Est) s'étendant sur 38 ha. La même responsable a fait cas du refus de création de la zone d'expansion touristique de Chrèa du fait que celle-ci "est une réserve naturelle protégée", a-t-elle observé. Après publication des décrets exé-

tifs de classement de ces zones en tant que ZET, les services compétents de la wilaya entameront l'élaboration des plans d'aménagement touristique fixant la nature des investissements adaptés à chaque zone, dont des hôtels, des restaurants, des résidences hôtelières et des complexes sportifs, a informé la même responsable.

MOSTAGANEM Un dispositif mixte pour l'intervention préventive des forêts

Un dispositif mixte comprenant plusieurs secteurs pour l'intervention préventive et le contrôle du tissu forestier a été mis en place dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, lundi de la direction locale de la protection civile.

La même source précise que ce dispositif, composé d'agents de la protection civile et des forêts ainsi que des éléments de la gendarmerie nationale et de la police, a été mis en état d'alerte maximum, après les incendies que les wilayas du centre et de l'est du pays ont enregistré et qui ont ravagé de grandes superficies du tissu forestier.

Le dispositif comprend six brigades mixtes, réparties sur les forêts de la wilaya.

Elles organisent des patrouilles de contrôle et d'exploration de la forêt, l'observation et l'évaluation de la situation, ainsi que l'intervention dans les cas d'incendie et la sensibilisation des habitants mitoyens à ces espaces naturels, tout en déterminant les difficultés en cas de départ d'un incendie.

En parallèle, l'état d'alerte a été levé au niveau des 14 unités de la protection civile de la wilaya de Mostaganem, avec la mise en place de la colonne mobile de lutte contre

les incendies de forêts et des récoltes agricoles. Celle-ci est composée de 50 agents de différents grades, de 10 véhicules et des engins d'intervention et une présence permanente sur le terrain.

Pour rappel, les incendies qui se sont déclenchés à Mostaganem ont ravagé, depuis juin dernier, plus de 53 hectares de pins d'Alep et de genévriers, après que la protection civile ait enregistré 4 interventions, dont la plus importante concerne l'incendie de la forêt d'Akboub, dans la commune de Safsaf, qui a détruit 50 ha du tissu végétal, ajoute-t-on de même source.

SÉTIF Vers le raccordement de neuf zones éloignées au réseau du gaz naturel à Boutaleb

Des travaux de raccordement de neuf (9) zones éloignées au réseau de gaz naturel ont été lancés lundi dans la commune de Boutaleb (Sud de Sétif).

L'opération, dont le coup d'envoi a été donné par les autorités locales, est destinée à l'amélioration des conditions de vie de pas moins de 1.705 familles, issues des régions de Remayal, Kébar Delah, Ouadah, Kenifa, Dar El Beida, Boudjelikh, Oum Amor, El Ghaba et d'El Herik

relevant de la commune de Boutaleb. Une fois concrétisée, l'opération permettra le développement de ces zones et la fixation des habitants dans leurs régions d'origine, et contribuera à porter le taux de couverture à 99% dans la localité et près de 96% dans la wilaya en cette substance énergétique ainsi qu'à assurer sa généralisation aux zones reculées et isolées, a indiqué le chef de l'exécutif local, Kamal Abla, qui a présidé le lancement des travaux.

L'opération, qui nécessite la réalisation d'un réseau de distribution d'une longueur de 138 km, s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat, visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, en particulier ceux vivant dans des zones éloignées, a affirmé à l'APS, le directeur de distribution de l'électricité et de gaz de la wilaya, Abdallah Bendjedah.

Un investissement public de l'ordre de 451 millions DA a été alloué pour la concrétisation de ce projet, dont le délai de

réception a été fixé à neuf (9) mois, a fait savoir le responsable. D'autre part, il a été procédé à la mise en service du réseau d'alimentation en électricité au profit de 91 habitations dans la zone de Boulardjam relevant de la localité, à travers la création d'un réseau de distribution de 8,5 km.

Le projet, dont le délai de réalisation n'a pas dépassé quatre mois, a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 48 millions DA.

TINDOUF Révision des listes électorales

La révision exceptionnelle des listes électorales en prévision des élections anticipées des assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW), prévues le 27 novembre prochain, se poursuit normalement dans la wilaya de Tindouf avec l'arrivée en nombre de citoyens venus régulariser leur situation, a-t-on constaté.

Ainsi, le bureau de la commission électorale de la commune de Tindouf connaît, depuis le lancement dimanche de l'opération, une affluente des citoyens venus régulariser leurs situations, soit pour inscription, réinscription ou encore changement de résidence.

"Tous les moyens humains et matériels nécessaires pour le déroulement de cette opération ont été mobilisés", a assuré le secrétaire général de la commission électorale, Djamel Yahyaoui.

La commission, à l'instar de celle de la commune d'Oum-Lâassel, a appelé les citoyens non portés sur les listes électorales, notamment les jeunes âgés de 18 ans révolus le jour "J", de se rapprocher de la commission pour la révision des listes électorales des communes de résidence, a-t-il ajouté.

M. Yahyaoui a fait savoir que les bureaux de la commission communale restent, pour ce faire, ouverts tous les jours de la semaine hormis le vendredi conformément aux instructions de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

L'opération de la révision exceptionnelle du fichier électoral, en prévision de la prochaine échéance, a débuté dimanche pour se poursuivre jusqu'au 15 septembre en cours.

MOSTAGANEM Un générateur d'oxygène médical et 10 concentrateurs pour renforcer les services covid-19

Les services Covid-19 de Mostaganem ont été renforcés, lundi, par un générateur d'oxygène médical et 10 concentrateurs ainsi que des équipements médicaux spécialisés, a-t-on appris du wali, Aïssa Boulahia.

Lors de la distribution de ces équipements médicaux aux établissements hospitaliers, Aïssa Boulahia a rappelé que "cette opération est la seconde du genre pour répondre aux besoins des différents services sanitaires de la wilaya et leur apporter le matériel médical spécialisé, notamment les ambulances, au nombre de huit. Une enveloppe globale de 80 millions DA a été consacrée à cet effet".

Le même responsable a souligné que les services de la wilaya ont réceptionné, dernièrement, un générateur d'oxygène médical d'une valeur de 18 millions DA et d'une capacité de 37.000 litres par heure, acquis par un bienfaiteur.

Il sera réservé au service Covid-19 de l'établissement hospitalier "Ernesto Che Guévara".

Ce générateur, qui sera mis en service dans deux jours, permettra de couvrir les besoins en oxygène de pas moins de 80 malades, a-t-il déclaré.

D'autre part, l'établissement hospitalier de la commune d'Achâacha a reçu 10 concentrateurs d'oxygène qui seront destinés aux différents services médicaux, renforcés dernièrement par 10 médecins spécialistes dans différentes spécialités, a fait savoir la même source, ajoutant que les autorités locales sont sur le point d'acquiescer d'autres équipements.

A cette occasion, trois ambulances ont été distribuées à la clinique de maternité et de l'enfance de la commune de Kheireddine, à l'établissement hospitalier "Hocine Hamadou" de la commune de Sidi Ali et l'EPSP de proximité de la commune de Sidi Lakhdar, en plus de 10 lits médicaux à l'établissement hospitalier "Ernesto Che Guévara" de Mostaganem, a-t-on conclu.

APS

ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Promouvoir les jeunes talents des universités et instituts nationaux (ministre délégué)

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des startups, Yacine El-Mahdi Oualid, a mis en avant lundi à Alger la volonté du gouvernement de promouvoir les jeunes talents des différents instituts nationaux et universités et de les accompagner dans la concrétisation de leurs idées sur le terrain pour parvenir à une "économie fondée sur la connaissance et la technologie".

Dans une déclaration lors de la cérémonie de clôture de la 7e édition du Programme de développement des jeunes talents "Seeds of the Future 2021" de Huawei, le ministre a affirmé que "le pays a besoin de jeunes entrepreneurs pour construire une économie nationale fondée sur la connaissance et le numérique", saluant la démarche de l'entreprise chinoise qui permet, a-t-il dit, à un groupe d'étudiants algériens de développer leurs compétences dans les domaines des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de construire un système économique "ITC".

"Nous souhaitons que les bénéficiaires de ce programme contribuent au développement de l'économie nationale en mettant à profit leurs idées et leurs talents et en investissant le monde de l'entrepreneuriat", a-t-il déclaré, rappelant que le gouvernement accompagnait les étudiants désireux de monter des start-up.

Le ministre délégué a, en outre, estimé que le développement des compétences permettra aux jeunes d'accéder au monde de la technologie et de suivre les progrès dans ce domaine, soulignant que le gouvernement s'efforce d'atteindre cet objectif, notamment à travers la création de l'École supérieure de l'intelligence artificielle et de l'École supérieure des mathématiques.

De son côté, le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil, s'est félicité de ce type de programmes destinés aux jeunes talents porteurs d'idées novatrices et innovantes dans les TIC et le numérique, des domaines dont le pays a besoin pour sa transition numérique et le développement de son secteur technologique, a-t-il dit. De tels programmes viendront soutenir les jeunes et leur permettre de réaliser les idées innovantes et développer leurs compétences, a-t-il souligné.

Et d'affirmer que le développement personnel et du sens de la responsabilité civile des jeunes ainsi que la consolidation de leurs facultés entrepreneuriales sont autant de facteurs qui permettent de forger une personnalité dirigeante en mesure de garantir la réussite des projets dans le futur.

M. Charhabil a mis en valeur, à cette occasion, la démarche de l'Algérie dans le développement des talents nationaux à travers la mise en place des établissements d'enseignement leader à l'échelle nationale et africaine, à savoir : le lycée des mathématiques et l'école nationale supérieure en intelligence artificielle, le but étant de promouvoir une économie nationale basée sur des techniques numériques et l'industrie de la 4G". Le ministre a également mis en évidence l'intérêt porté par son département pour l'élaboration d'un écosystème digital et l'intégration des talents fraîchement diplômés dans le processus de la transformation numérique, en offrant un environnement économique idoine à la promotion de l'innovation et la réussite des projets économiques productifs.

Au terme de la rencontre, la chargée des relations publiques au sein de Huawei Algérie, a fait savoir que la société envisageait, en collaboration avec des partenaires, d'offrir 120 postes d'emploi et d'organiser des sessions de formation au profit des étudiants agréés par Huawei Académie.

Des offres qui seront présentées, poursuit-elle, lors du Salon de l'emploi prévu octobre prochain au Palais de la Culture à Alger.

L'entreprise chinoise Huawei Télécommunications Algérie prévoit la tenue d'une conférence, en marge du salon, consacrée à l'évaluation de son bilan 2021 et le lancement de la 8ème édition du programme de développement des jeunes talents intitulé "Seeds for the Future 2021-2022".

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Mesures pour développer les infrastructures liées à la logistique et aux TIC

Le gouvernement s'engage, à travers son Plan d'action qui sera soumis la semaine prochaine au parlement, à prendre une série de mesures visant le développement des infrastructures liées à la logistique et aux TIC.

Le Plan d'action prévoit ainsi l'amélioration de la qualité de la connectivité au profit des citoyens, des opérateurs économiques et des établissements publics ainsi que l'optimisation de l'utilisation des infrastructures existantes et la réalisation de nouvelles capacités répondant aux normes internationales.

Il est également question d'optimiser et de rationaliser les fréquences radioélectriques, la généralisation d'accès à Internet "très haut débit" à travers la modernisation ainsi que la densification du réseau de télécommunication et l'intensification des actions de mise en œuvre des projets inscrits au titre du fonds du service universel des communications électroniques.

Le gouvernement envisage également la sécurisation des infrastructures des télécommunication /TIC et la protection des utilisateurs, ainsi que le développement de "Data centres" aux normes internationales et la rentabilisation des capacités nationales des télécommunications à savoir la dorsale transsaharienne, les câbles sous marins et les capacités satellitaires afin d'ériger



l'Algérie en hub régional en matière de télécommunication /TIC.

Il vise dans le même sillage la promotion des contenus numériques locaux et la mise en place des mécanismes de gestion et de gouvernance de l'internet afin de développer la société algérienne de l'information et le développement des services et moyens de paiement électroniques et l'encouragement de l'émergence du commerce électronique à travers une plus grande participation des services postaux à l'inclusion sociale et financière.

Concernant le développement des infrastructures

logistiques, notamment les coûts qui plombent la compétitivité des produits tant à l'import qu'à l'exporte, le gouvernement s'engage à doter le pays de plates-formes logistiques équitablement réparties selon les spécificités des régions et à développer davantage le réseau ferroviaire afin de baisser les coûts et préserver l'environnement et réduire la pression sur les infrastructures routières et autoroutières.

De même, il prévoit le développement de la flotte maritime pour être en mesure de prendre en charge le transport de marchandise dans le cadre de la maîtrise et de la réduction

de la facture des services à l'importation et la promotion des exportations.

Le renforcement et la consolidation de la formation logistique afin d'améliorer la capacité des ressources humaines et répondre aux besoins exprimés par le marché du service des transports et la digitalisation des procédures liées aux activités des différents types de transport, figurent parmi les autres mesures que compte concrétiser le gouvernement dans le même cadre. En outre, le plan du gouvernement envisage d'encourager et promouvoir les associations nationales actives dans le domaine de la logistique et renforcer les capacités d'accueil des infrastructures portuaires et mettre à niveau le mode de leur gestion afin de réduire les surcoûts qui ont une incidence directe sur le consommateur.

Il est également prévu de développer les capacités de stockage pour une logistique et régulation optimale des productions agricoles et agro-alimentaires et mettre en adéquation l'arsenal juridique régissant les activités portuaires et de douane.

ALGÉRIE - OPEP

M. Arkab appelle à lutter contre les changements climatiques

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a appelé lundi, à une réaction mondiale pour adopter des mesures destinées à atténuer les facteurs qui influent directement ou indirectement sur le climat, a indiqué un communiqué du ministère.

M. Arkab s'exprimait lors des travaux de la 1ère table ronde ministérielle sur "l'énergie, le climat et le développement durable", organisée par l'Opep par visioconférence, a précisé la même source, soulignant que cet événement a réuni les pays membres de l'OPEP, ses partenaires non-OPEP de la Déclaration de Coopération, ainsi que des organisations internationales et africaines liées à l'énergie.

S'exprimant en sa qualité de Président en exercice du Conseil des ministres de l'Organisation africaine des producteurs de pétrole (APPO), M. Arkab a estimé que "l'Afrique subissait, bien plus que le reste du monde, les effets des changements climatiques qui ont pris de l'ampleur ces dernières années", expliquant que ces événements climatiques "occupent de manière permanente la scène internationale".

Face à ces bouleversements, "la réaction doit être mondiale pour adopter des

mesures destinées à atténuer les facteurs qui influent directement ou indirectement sur le climat", a rétorqué M. Arkab.

Soulignant que de nombreux pays membres de l'APPO dépendent "fortement" des revenus du pétrole et du gaz pour financer leur développement économique et social, le ministre a indiqué que "l'exploitation, la production et la commercialisation du potentiel important en pétrole et en gaz de l'Afrique nécessitent une expertise, une technologie et un financement qui restent encore fortement dépendants des acteurs extracontinentaux". Par ailleurs, en sa qualité de ministre de l'Énergie et des mines, M. Arkab a réitéré la position de l'Algérie selon laquelle "notre pays a toujours adhéré aux conventions et accords internationaux portant sur l'environnement, le climat et le développement durable".

"L'Algérie considère que les principes d'équité, de responsabilité commune mais différenciée, de capacité respective et de circonstances nationales doivent être pleinement respectés dans les actions climatiques et dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat", insiste le ministre, ajoutant que "le soutien financier climatique est indispensable pour aider les pays en développement à lutter

contre le changement climatique".

A rappeler que cette rencontre offre une plateforme de discussions et d'échanges sur les défis et opportunités résultant de la mise en œuvre de l'action d'atténuation climatique collective pour les pays producteurs de pétrole, selon le ministère.

Il s'agit également d'atteindre une "compréhension commune" sur les approches et moyens pour contribuer à l'effort global pour faire face aux impacts du changement climatique, et échanger également des informations sur les solutions adéquates et les technologies innovantes d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre pour un développement prospère et durable de l'énergie, a souligné la même source.

Selon le ministère, "cette table ronde permettra, également, de développer une position commune sur une approche équilibrée globale entre les objectifs d'environnement et de développement".

Cette table ronde précède la 26ème conférence sur les changements climatiques (COP 26) de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et certains événements mondiaux majeurs liés à l'environnement et à l'énergie.

START-UP

Nécessaire mobilisation pour la fabrication locale du 1er générateur d'oxygène (ministre)

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a reçu, lundi à Alger, les responsables de la start-up "INNOEST" qui a développé le premier générateur d'oxygène en Algérie, appelant à lui assurer les moyens pour concrétiser ce projet a indiqué un communiqué du ministère. Il a été procédé, lors de cette rencontre, à la présentation des phases de

concrétisation de ce projet, développé avec la contribution du Groupement Algeria Corporate Universities et des chercheurs universitaires algériens, à partir du prototype jusqu'à sa commercialisation dans le marché local et les perspectives de son exportation vers les marchés voisins, ainsi que des expériences de l'entreprise dans la réparation

des générateurs d'oxygène dans certains hôpitaux.

A cette occasion, M. Zaghdar a salué les grands efforts consentis par les jeunes responsables de cette start-up, leur réaffirmant le soutien et l'accompagnement du ministère de l'Industrie dans toutes les phases de concrétisation de leur projet qui revêt "une importance capitale" sur fond

du contexte sanitaire actuel. Le ministre de l'Industrie a ordonné d'assurer tous les moyens indispensables pour cette startup avec la contribution de nombre de groupements industriels dans le cadre de l'intégration, et ce pour lui permettre de réaliser son projet "dans les plus brefs délais".

PÉTROLE

Le baril de Brent progresse à plus de 72,4 dollars

Les prix du pétrole divergeaient mardi, partagés entre de bonnes données chinoises, un signal positif sur la demande, et l'annonce la veille d'une baisse des prix de Saudi Aramco.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 72,44 dollars à Londres, en hausse de 0,30% par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril américain de WTI pour octobre cédait de son côté 0,55% à 68,90 dollars.

La veille, les cours avaient reculé après l'annonce du géant saoudien Saudi Aramco, qui a abaissé ses prix à la vente d'un dollar pour ses clients asiatiques.

Le premier exportateur mondial semble s'inquiéter d'une demande moins robuste que prévu, alors que la propagation du variant Delta du Covid-19 sabote la reprise économique en cours.

"La question est désor-



mais de savoir combien de temps le variant Delta va peser sur les perspectives de la demande", explique Tamas Varga, analyste chez PVM.

Il souligne qu'une bonne nouvelle inattendue peut redonner espoir au

marché pétrolier: la Chine a connu en août un rebond surprise de ses exportations (+25,6% sur un an).

Il s'agit du rythme de progression le plus rapide depuis février des ventes à l'étranger du géant asiatique, premier importateur

mondial de brut.

Autre facteur de hausse pour le pétrole: "une partie importante de la production du Golfe du Mexique reste paralysée après le passage de l'ouragan Ida", complètent les analystes de Trifecta Consultants.

Outre ces puits situés au large, des raffineries sur la côte ont également été empêchées de fonctionner.

"Ces perturbations causées par des conditions météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquentes aux Etats-Unis, et surtout dans le Golfe du Mexique", souligne M. Varga.

"Les perturbations de l'offre, que ce soit pour le brut ou pour les produits raffinés, font désormais partie de la vie quotidienne", ajoute-t-il.

ALLEMAGNE

La production industrielle repart à la hausse (+1,0%) en juillet

La production industrielle est repartie à la hausse en Allemagne en juillet, après trois mois d'affilée de baisse, dans un contexte de reprise économique, malgré les pénuries de matériaux qui freinent toujours le secteur, selon des chiffres publiés mardi.

L'industrie allemande a produit 1,0% de plus sur un mois en juillet, a indiqué l'Office fédéral des statistiques Destatis dans un communiqué.

En juin, la production avait baissé de 1,0%, troisième mois de chute consécutif, selon une valeur révisée par l'institut, qui avait précédemment évoqué le chiffre de 1,3%. Sur un an, la production grimpe de 5,7%, mais reste 5,5% en dessous de son niveau d'avant la pandémie de Covid-19, en février 2020. Cette hausse est plus importante que les estimations des analystes de Factset, qui tablaient sur une augmentation plus modeste, à 0,5%. Dans le détail, la production de biens de consommation a grimpé de 0,9%, tandis que les biens d'équipement ont connu une hausse 3,2%. En revanche, les biens semi-finis ont connu une baisse de 0,5%. Le bâtiment a de son côté connu une hausse de 1,1% de sa production sur un mois. "Après les récentes déceptions, on peut (...) être satisfait du début de troisième trimestre", commente Jens-Oliver Niklash, analyste pour la banque LBBW.

Après une reprise en début d'année, l'industrie allemande, pilier de la première économie de la zone euro, est freinée depuis plusieurs mois par les pénuries de matériaux, sur les marchés mondiaux.

La pandémie de Covid-19 a en effet bouleversé les chaînes mondiales d'approvisionnement, conduisant à des goulots d'étranglement sur les marchés des composants électroniques, du bois, des plastiques, et de l'acier, notamment.

Le secteur automobile est particulièrement plombé par les pénuries de semi-conducteurs, qui freinent la production.

Ce marché, le plus important de l'industrie allemande, a ainsi connu une chute de 23% des immatriculations sur un an en août dernier.

JAPON

Légère augmentation de la consommation de ménages en juillet

La consommation des ménages nippons a légèrement augmenté de 0,7% en juillet sur un an, selon des chiffres publiés mardi, montrant cependant une prudence accrue alors que des mesures sanitaires étaient rétablies au Japon face à la progression de la pandémie. Les économistes du consensus Bloomberg s'attendaient à une hausse de 2,4% sur un an, également à données réelles, après une recrudescence de 4,3% en juin.

Les dépenses des foyers nippons de deux personnes ou plus ont légèrement augmenté en juillet dans l'habillement, la culture et les loisirs, mais elles se sont effondrées dans l'ameublement et les équipements pour la maison et l'éducation.

En variation sur un mois, la consommation des ménages a par ailleurs reculé pour le troisième mois consécutif en juillet, à -0,9%, alors que le nombre croissant de cas d'infections au Covid-19 a forcé le gouvernement japonais à déclarer mi-juillet un nouvel état d'urgence sur une partie du pays, dont Tokyo.

Ce dispositif, qui permet notamment aux autorités de demander aux bars et restaurants de fermer plus tôt et de ne pas servir d'alcool, a été étendu en août à la majorité du pays, et devrait de nouveau être prolongé cette semaine au-delà de l'échéance prévue du 12 septembre, selon les médias locaux.

Sur l'ensemble du deuxième trimestre, la consommation des ménages avait augmenté de 0,9%, selon les chiffres du PIB publiés mi-août dont un calcul révisé est attendu mercredi, permettant au Japon d'éviter de tomber en récession. Le recul sur un mois en juillet suggère cependant que la population nipponne, qui avait maintenu ses dépenses entre avril et juin malgré des mesures sanitaires déjà en place pendant la majorité de la période, montre davantage de prudence face à la propagation du variant Delta, plus contagieux. Le gouvernement, dont la campagne de vaccination a connu des débuts tardifs et laborieux, espère que 60% de la population japonaise sera totalement vaccinée fin septembre, contre environ 48% actuellement.

Le Premier ministre Yoshihide Suga a annoncé vendredi son retrait prochain, faisant espérer de la part de son successeur, qui doit être choisi fin septembre par le Parti libéral démocrate au pouvoir, une gestion plus efficace de la crise sanitaire et un nouveau plan de relance économique.

APS

ETATS UNIS

Goldman Sachs réduit ses prévisions de croissance économique en raison de la montée du variant Delta

Selon Bloomberg News, la banque d'investissement américaine Goldman Sachs a revu lundi à la baisse ses prévisions de croissance économique aux Etats-Unis pour cette année, les consommateurs américains étant susceptibles de dépenser moins dans le contexte de l'augmentation des cas de COVID-19 liés au variant Delta.

Un économiste de Goldman Sachs, Ronnie Walker, a écrit lundi dans un rapport aux clients de la banque que l'expansion économique globale des Etats-Unis en 2021 était désormais estimée à 5,7%, soit moins que les 6% estimés à la fin du mois d'août, a indiqué Bloomberg News.

"L'obstacle à une forte croissance de la consommation à l'avenir semble beaucoup plus élevé: le variant Delta pèse déjà sur la croissance du troisième trimestre, et l'affaiblissement des mesures de relance budgétaire ainsi que le ralentissement de la reprise du secteur des services seront tous deux des vents contraires à



moyen terme", a affirmé M. Walker, soulignant que les consommateurs américains auront à faire face à un "chemin plus difficile" que prévu.

D'après Bloomberg News, la banque a également revu à la hausse sa projection

de taux de chômage aux Etats-Unis, qui devrait atteindre 4,2% à la fin de 2021, contre une estimation antérieure de 4,1%.

Cette révision des prévisions est intervenue après que le département américain du Travail a annoncé la semaine dernière que les employeurs américains avaient créé moins de 235.000 emplois que prévu en août, le taux de chômage s'élevant à 5,2%, ce qui met en évidence un net ralentissement de la croissance de l'emploi dans un contexte de flambée de la COVID-19 alimentée par le variant Delta.

Les cas quotidiens de COVID-19 aux Etats-Unis ont augmenté de 316% depuis le 1er mai 2020 et les hospitalisations ont également augmenté de 158% par rapport au week-end de la Fête du travail il y a un an, a révélé USA Today lundi.

A cause du nombre massif d'hospitalisations, de nombreux Etats du pays sont à court de lits de soins intensifs disponibles pour les patients, d'après la même source.

UNION EUROPÉENNE

La COVID-19 a porté un coup sévère au commerce de détail et aux services

La pandémie de COVID-19 a eu un impact majeur sur le commerce de détail et sur la demande de services dans le monde entier, de nombreux pays ayant fermé les magasins, les bars et les restaurants pendant plusieurs mois.

Pour tenter de lutter contre la pandémie, les Etats membres de l'Union européenne (UE) ont mis en place diverses mesures, dont des restrictions sur les voyages non essentiels.

La production non essentielle a ainsi été mise à l'arrêt, et plusieurs pays ont imposé des mesures de confinement régionales ou nationales, étouffant encore un peu plus l'activité économique.

Le tourisme s'est effondré, obligeant les hôtels à fermer leurs portes et les compagnies aériennes à annuler leurs vols, provoquant des ravages dans ces industries.

Selon un rapport publié le 3 septembre par Eurostat, le bureau des statistiques de l'UE, le commerce de détail au sein de l'UE a diminué de 1,9% en glissement mensuel au mois de juillet

2021, après avoir pourtant connu une hausse modérée de 1,4% en juin.

Dans les 19 pays membres de la zone euro, la situation est encore pire, la baisse ayant atteint 2,3%.

Bert Colijn, expert financier auprès d'ING Bank, a déclaré que ces résultats étaient contraires aux prévisions des analystes, et a évoqué un "très mauvais début de troisième trimestre" pour les ventes de détail dans la zone euro.

Il n'a cependant pas été découragé par ces perspectives. "Les consommateurs devraient contribuer de manière positive (à la reprise) au cours des prochains trimestres, car le chômage diminue rapidement, et les revenus ont donc augmentés", a-t-il déclaré.

"La confiance des consommateurs n'atteint plus les sommets de jadis, mais elle reste historiquement élevée.

Tout cela est de bon augure pour la croissance des ventes de détail au cours des prochains trimestres, et ensuite pour une croissance raisonnable du PIB", a-t-il affirmé.

Le secteur des services à travers le bloc a été également touché, mais

reprend petit à petit. Au deuxième trimestre de cette année, le chiffre d'affaires total du secteur des services dans l'UE a ainsi augmenté de 3,2% par rapport au premier trimestre 2021, selon les statistiques disponibles.

Cette augmentation relativement forte fait suite à une hausse de 1,5% au premier trimestre 2021, et de 2,1% au dernier trimestre 2020.

Au cours des premier et deuxième trimestres 2020, le chiffre d'affaires de l'industrie des services avait chuté de 3,6 et 17,4% respectivement, avant de rebondir au troisième trimestre 2020.

Selon Eurostat, les effets de la crise entraînée par la pandémie de COVID-19 ont été plus graves que ceux de la crise financière de 2008.

L'indice du chiffre d'affaires des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration à l'échelle de l'UE a perdu près de 80 points en l'espace d'un semestre, tandis que l'indice des services de transport a perdu plus d'un quart de sa valeur. Les pertes les plus importantes ont été enregistrées dans le domaine du transport aérien.

GUELMA 63 ha de couvert forestier détruits dans trois incendies distincts depuis début septembre

Trois (3) incendies de forêts se sont déclarés à Guelma depuis le début septembre 2021 jusqu'à présent ayant causé la destruction d'une surface de 63 hectares du couvert végétal et un nombre d'arbres fruitiers et des ruschs d'abeilles, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication et d'information de la protection civile (PC).

La même source a indiqué à l'APS que le plus grand nombre d'incendies enregistrés durant cette période a eu lieu à la localité Errahab dans les forêts Béni Salah sur le territoire de la commune Medjez Essafa à la région Est de la wilaya ayant entraîné la destruction de 50 ha du couvert forestier.

La maîtrise des feux a duré environ 18 heures entre le 2 et le 3 septembre, selon la protection civile qui a indiqué que l'opération a nécessité l'intervention de deux avions de lutte contre les incendies qui ont assuré quatre injections d'eau sur les feux, ajoutant que l'incendie qui a nécessité l'intervention de l'unité secondaire de Boucheougouf appuyée par l'unité principale, la colonne mobile et les services des forêts a vu la participation de 90 éléments de l'Armée nationale populaire (ANP). Un autre incendie qui s'était déclaré au lieu-dit Mechta Kef Errih, dans la commune Bouhachana située à 30 km au sud du chef-lieu de wilaya, a causé la destruction d'une surface de 13 hectares d'arbre de pin d'Alep, a précisé la même source, ajoutant que l'opération de maîtrise de ce feu a duré plus de 26 ha entre le 2 et 3 septembre et a nécessité l'intervention de deux avions de lutte contre les feux ayant effectué quatre injections d'eau.

L'incendie a nécessité également l'intervention de l'unité secondaire de la protection civile de la daïra de Lakhzara appuyée par l'unité principale, la colonne mobile et les services de la Conservation des forêts en plus de 50 éléments de l'ANP et des habitants de la région, selon la même source qui a fait part de la mobilisation dans le cadre de cette opération de quatre camions d'extinction, 16 pompiers et six camions citernes relevant de la commune et cinq tracteurs.

La même période a été marquée par la destruction de 45 arbres fruitiers, cinq ruschs d'abeille et 300 bottes de foin à l'issue d'un incendie qui s'est déclaré au lieu-dit Mechta Ayadi 2, dans la commune Boumahra Ahmed située à 6 km au nord du chef lieu de wilaya, selon la cellule de communication et d'information de la protection civile, précisant que l'incendie a nécessité l'intervention de l'unité principale de la protection civile et la mobilisation de deux camions d'extinction et 17 pompiers en plus d'agents de la Conservation des forêts.

La wilaya de Guelma a enregistré durant le mois d'août dernier le déclenchement d'un nombre important d'incendie ayant entraîné selon les statistiques de la commission de wilaya de recensement des dégâts et d'évaluation des indemnités, la destruction de 5.238 ha du couvert forestier et environ 16.000 arbres fruitiers et 2.351 ruschs d'abeilles remplis.

ORAN Près de 1.200 cas de vol d'électricité recensés dans les communes d'Oran et Bir El-Djir depuis début 2021

La Société de distribution de l'électricité et de gaz a recensé près de 1.200 cas de vol d'électricité dans les communes d'Oran et de Bir El-Djir, depuis le début de l'année 2021, selon un communiqué publié lundi par l'entreprise.

Le document indique que l'équipe d'énergie relevant de la direction de l'entreprise a découvert, lors d'une visite d'inspection de 2.245 clients au niveau des deux communes, 1.198 cas de vol d'électricité ayant causé une perte de 65 millions DA.

L'opération a permis à la société de l'électricité et de gaz de récupérer 12,5 gigawatts/heure d'électricité, a-t-on ajouté.

En parallèle, l'équipe a procédé à la sensibilisation des clients sur la manière de rationaliser la consommation de l'énergie électrique et prodigué des conseils sur l'utilisation idoine des équipements électroménagers afin de réduire les factures d'électricité et de gaz.

La société de distribution d'électricité et de gaz d'Oran couvre le chef lieu de la wilaya et Bir El-Djir, alors que la direction de la Sonelgaz d'Es-Senia couvre les 24 autres communes de la wilaya, rappelle-t-on.

FEUX DE FORÊTS Aide de l'UE aux sinistrés

L'Union européenne (UE) a débloqué une somme de 80.000 euros au profit des sinistrés des feux de forêts ayant touché plusieurs wilayas du pays en août dernier, indique la Délégation de l'UE en Algérie dans un communiqué.

Cette aide permettra au Croissant rouge algérien de "soutenir les familles touchées par les incendies dans les wilayas de Bejaïa, Tizi-Ouzou, Jijel et Sétif", note la même source, précisant que "ce financement s'inscrit dans le cadre de la contribution globale de l'UE au Fonds d'urgence pour les secours en cas de catastrophe de la Fédération internationale des sociétés de la Croix rouge et du Croissant rouge".

Il permettra également au Croissant rouge algérien



de "reconstituer les stocks et de maintenir la mobilisation de son personnel, son staff médical et ses bénévoles", relève le communiqué.

Alimentés par une vague de chaleur et aggravés par le changement climatique, les incendies ont été particulièrement sévères cette année, estime l'UE.

Ces incendies "ont fait plusieurs dizaines de victimes et ont occasionné d'importants dégâts aux maisons, aux forêts, aux oliveraies et au bétail" note la même source.

SOUK AHRAS Près de 1.000 hectares de couvert forestier et végétal ravagés par les flammes depuis début juin

Un total de 996 hectares de couvert forestier et végétal ont été ravagés par les incendies enregistrés de début juin dernier à la fin de la semaine dernière, dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris lundi auprès de la Conservation des forêts (CF).

La superficie endommagée est répartie sur 571 hectares de Pin d'Alep et de chêne-liège, et 425 hectares de maquis et broussailles, a indiqué à l'APS le chef de service de la faune et de la flore, Khemissi Dekhi.

43 incendies ont été signalés dans 13 communes, dont 8 dans la localité

de Ouled Moumène ayant provoqué la destruction de 465 hectares, suivie de la commune de Zaârouriya où 5 foyers similaires ont été recensés ravageant 358 hectares de superficies forestières, a-t-il précisé. 153 interventions initiales ont permis d'empêcher la propagation des incendies, a fait savoir le responsable, ajoutant que des moyens humains et matériels, dont 200 agents de maintenance et d'intervention et des véhicules d'extinction de feux, ont été mobilisés au niveau de 10 postes de contrôle, répartis sur les sites forestiers à

risques. Compte tenu de l'importance accordée par les autorités locales à la protection des richesses forestières, cinq (5) millions de DA ont été alloués pour la rénovation et l'entretien des véhicules d'extinction des flammes touchant divers espaces forestiers, a-t-on ajouté.

A rappeler que lors du déclenchement en août dernier d'un incendie dans la commune de Ouled Moumène, des hélicoptères de l'Armée nationale populaire (ANP) ont été mobilisés pour maîtriser les feux de forêts.

TIPASA Une étude pour la réalisation d'une voie express Hadjret Ennos-Damous

Une étude technique pour la réalisation d'un projet d'une voie express sur la façade maritime Ouest de Tipasa, devant relier la ville de Hadjret Ennos à Damous, sera lancée par la direction locale des travaux publics (DTP), a-t-on appris, mercredi, auprès des services de la wilaya. Il s'agit d'une étude technique pour la réalisation d'une voie express surplombant la façade maritime, en partant des hauteurs de la région Ouest de Tipasa jusqu'aux limites administratives avec la wilaya de Chlef, sur une distance de 66 km et qui va relier les communes de

Hadjret Ennos, Messelmoune, Gouraya, Larhat et Damous, est-il précisé de même source.

Ce projet proposé par la DTP au wali de Tipasa, Ahmed Mabed, à l'occasion de sa première visite de terrain, hier mardi, pour inspecter certains projets importants du secteur des travaux publics, s'inscrit au titre du renforcement du réseau autoroutier de la wilaya et du désenclavement et désengorgement des zones qui attirent quotidiennement des milliers de visiteurs en quête de détente au niveau de leurs plages, en saison estivale.

Après l'exposé de la direction des travaux publics, le wali a instruit les services compétents d'élaborer une étude technique et un plan de cette voie express, définissant son itinéraire et les villes qu'elle reliera.

Concernant les projets réalisés au profit du secteur, il a été rappelé l'entrée en service, au mois de juin dernier, du projet de l'évitement autoroutier de Cherchell, reliant Cherchell-Sidi Ghiles-Hadjret Ennos, sur une distance de 17 km et comptant de nombreux ouvrages d'art, dont deux viaducs de 100 mètres de haut. Lors de sa

visite de travail inscrite au titre d'un programme portant inspection des projets importants de la wilaya, le wali a particulièrement insisté auprès de l'entreprise en charge des travaux de réalisation d'une voie trémie, qui va relier la voie express de Tipasa à l'évitement autoroutier de Cherchell, sur l'importance du respect du délai de livraison du projet, fixé au 15 novembre prochain.

M. Mabed a, également, inspecté le chantier de réalisation d'une base de vie pour l'entreprise en charge du projet de réalisation du Port du Centre.

CONSTANTINE Arrestation d'un dealer de cocaïne à Ali Mendjeli

La brigade de recherche et d'intervention (BRI) des services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya de Constantine a appréhendé un individu, âgé de 29 ans, dealer de cocaïne dans la circonscription administrative d'Ali Mendjeli, a-t-on appris, mardi, auprès de la cellule de communication et d'information du même corps constitué.

L'enquête dans cette affaire a été ouverte suite à l'exploitation d'informations selon lesquelles un individu commercialisait de la cocaïne dans le quartier où il réside, a indiqué un communiqué de presse des mêmes services, relevant que l'intensification



des recherches et les investigations ont permis d'identifier l'individu et de confirmer l'information rapportée.

En coordination avec le

parquet, une autorisation de perquisition du domicile du suspect a été délivrée et a permis aux enquêteurs de saisir une quantité de drogues dures (cocaïne) et plus de 400 000 dinars, qui

proviendraient vraisemblablement de la commercialisation de cette substance prohibée, a précisé la même source.

Les éléments de sécurité ont aussi saisi une balance utilisée par le suspect en plus d'autres fournitures, a-t-on détaillé, soulignant que le mis en cause a été transféré au siège de la BRI, où les enquêtes et les procédures judiciaires ont été parachéevées.

Après l'établissement d'un dossier pénal, le suspect a été présenté devant le parquet local dans l'affaire de "détention et commercialisation de drogues dures".

BOLIVIE

Au moins 23 morts dans un accident d'autocar

Au moins 23 personnes ont été tuées et 13 autres blessées en Bolivie lundi dans l'accident d'un autocar tombé dans un précipice près de Cochabamba (centre), selon la police et des témoins.

"J'ai appuyé sur le frein et il n'y avait pas de frein", a déclaré le conducteur de l'autocar dont l'épouse est décédée dans l'accident.

Parmi les personnes tuées figurent également trois enfants âgés de un, deux et six ans, selon la police.

L'autocar a fait une chute de 400 m dans le vide près de la localité de Keraya, à 50 km de Cochabamba.

La police enquête sur les causes de l'accident.

Le conducteur affirme n'avoir pas consommé d'alcool.



Les blessés ont été transportés dans les hôpitaux environnants dans des ambulances et des véhicules appartenant à des particuliers.

En juillet, 34 personnes étaient mortes dans la chute d'un autocar dans un ravin, sur une route du département de Chuquisaca (Sud-Est).

En mars, un autre accident similaire avait fait 21 morts sur la route entre Santa Cruz (Est) et Cochabamba (centre).

Les accidents d'autocar, principal moyen de transport pour de longues distances, sont fréquents en Bolivie.

MEXIQUE

Situation alarmante des migrants, selon MSF

Des dizaines de milliers de migrants sont en état d'"extrême vulnérabilité" au Mexique pour cause de surpopulation, de soins de santé insuffisants et du risque de contamination au Covid-19, a déclaré lundi Médecins sans frontières (MSF).

MSF impute la situation critique des migrants, notamment dans deux villes frontalières du sud et du nord du Mexique à l'"échec" des politiques d'asile et aux expulsions constantes depuis les Etats-Unis.

L'organisation a déployé une équipe d'urgence pour fournir une assistance médicale, psychologique et sociale à Tapachula - près de la frontière avec le Guatemala - où environ 40.000 migrants sont bloqués, a-t-elle indiqué.

"Ces personnes se retrouvent avec peu de possibilités d'hébergement, entassées

les unes sur les autres ou dans les rues dans des conditions sanitaires précaires avec un risque de contagion du Covid-19", a déclaré Christoph Jankhofer de MSF. "Nous sommes préoccupés par les symptômes d'anxiété, de dépression et de désespoir que présente la population en raison de l'absence de réponse des autorités", a-t-il ajouté. Au cours de la semaine écoulée, les forces de sécurité mexicaines ont dispersé plusieurs caravanes de migrants qui se dirigeaient de Tapachula vers les Etats-Unis, suscitant des accusations d'usage excessif de la force.

La semaine dernière, les autorités mexicaines ont suspendu deux agents d'immigration accusés d'avoir battu un migrant. Le Mexique a vu augmenter les arrivées de migrants se dirigeant vers le

nord pour notamment fuir la pauvreté et la violence, depuis l'arrivée du président américain Joe Biden à la Maison Blanche, qui a promis une approche plus humaine.

Dans la ville de Reynosa, au nord-est du pays, à la frontière avec les Etats-Unis, environ 2.000 migrants, pour la plupart d'Amérique centrale, vivent dans des tentes, selon MSF. Ils sont exposés à des températures caniculaires, à de graves menaces pour leur sécurité et à un accès insuffisant aux services de base, a averti l'organisation. Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a déclaré la semaine dernière qu'il écrirait à M. Biden pour insister sur la nécessité de s'attaquer aux causes de la migration, la simple détention des personnes n'étant pas, selon lui, la solution.

TURQUIE

94 915 migrants irréguliers interceptés depuis le début de l'année 2021

Au total 94 915 migrants irréguliers ont été interceptés depuis le début de l'année en Turquie, a indiqué le vice-ministre et porte-parole du ministère turc de l'Intérieur, İsmail Catakli.

Catakli a animé une conférence de presse, lundi, au cours de laquelle il a abordé en particulier le sujet des migrants irréguliers qui a grandement occupé l'agenda de la Turquie au cours des mois de juillet et août. Le responsable a précisé qu'il n'est pas question d'un flux de réfugiés afghans vers la Turquie en lien avec les récents développements en

Afghanistan, rapporte l'agence de presse turque (Anadolu).

"En 2019, 442 800 étrangers ont été empêchés avant de traverser nos frontières dans le sud et l'est. Ce chiffre a été de 505 375 personnes en 2020 et de 307 850 personnes en 2021", a-t-il dit. Le porte-parole a ensuite indiqué que 94 915 migrants irréguliers ont été interceptés depuis le début de l'année courante.

"Concernant les migrants irréguliers afghans plus spécifiquement, nous en avons intercepté 40 918 depuis le début de l'année", a-t-il précisé.

VIETNAM

5 ans de prison pour avoir propagé le Covid-19

Un Vietnamien a été condamné à cinq ans de prison pour avoir enfreint les règles de quarantaine de son pays et transmis le Covid-19 à plusieurs personnes.

Le Van Tri, 28 ans, a été reconnu coupable d'avoir "propagé des maladies infectieuses dangereuses à d'autres personnes" après s'être rendu en juillet dans sa province natale de Ca Mau (sud) depuis Ho Chi Minh Ville en plein pic d'épidémie, selon une décision rendue publique sur le site internet du tribunal local.

Le jeune homme a été accusé de ne pas avoir respecté sa quarantaine obligatoire de 21 jours à domicile lors de son arrivée à Ca Mau, région relativement épargnée par le virus à l'époque, et il a été testé positif au Covid-19 le 7 juillet.

"La violation par Tri du règlement de quarantaine médicale à domicile a entraîné l'infection de nombreuses personnes par le

Covid-19 et le décès d'une personne le 7 août 2021", selon la décision du tribunal. Selon les médias d'Etat, huit personnes ont été infectées à cause de lui.

Après avoir maintenu le nombre de cas à un faible niveau l'année dernière, le Vietnam est maintenant confronté à sa plus grave épidémie de Covid-19.

Le pays totalise plus de 540.000 infections et plus de 13.000 décès.

La grande majorité des cas ont été enregistrés depuis la fin du mois d'avril.

La capitale Hanoi, ainsi que Ho Chi Minh-ville ont été soumises à des confinements stricts ces derniers mois.

Au Vietnam, plusieurs personnes ont déjà été condamnées pour avoir propagé le virus.

Un homme de 32 ans de Hai Duong (nord) a été condamné à 18 mois de prison en juillet et un agent de bord de Vietnam Airlines à deux ans de prison avec sursis en mars pour le même motif.

MEXIQUE

La statue de Christophe Colomb sera remplacée par celle d'une femme indigène

Les autorités mexicaines ont confirmé lundi qu'une statue du navigateur et explorateur italien Christophe Colomb sera remplacée par celle d'une femme indigène, quelques jours avant le 200e anniversaire de l'indépendance du pays vis-à-vis de la domination espagnole.

"La sculpture sera déplacée vers un lieu sûr, digne et adéquat", a indiqué l'Institut national d'anthropologie et d'histoire (INAH) dans un communiqué.

A sa place sera placée une sculpture d'une "femme olmèque" réalisée par l'artiste mexicain Pedro Reyes, a déclaré le maire de Mexico, Claudia Sheinbaum, lors d'un événement public qui a coïncidé dimanche avec la célébration de la Journée internationale des femmes autochtones.

"Ce sont précisément les femmes indigènes qui ont peut-être eu le plus grand poids dans l'histoire du Mexique et qui ont été le moins reconnues", a-t-elle déclaré. La décision représente également un acte de "justice sociale", a ajouté M. Sheinbaum, ainsi que la reconnaissance de 500 ans de "résistance indigène" depuis la conquête.

La statue de Christophe Colomb, à qui l'on attribue la découverte de l'Amérique sous le patronage de la Couronne espagnole, a été placée dans un rond-point de l'avenue centrale Paseo de la

FRANCE

Ouverture du procès d'un trafic international d'ivoire

Le procès d'un réseau international de trafic d'ivoire et de cornes de rhinocéros s'est ouvert lundi matin à Rennes (ouest), avec neuf prévenus vietnamiens, britanniques et chinois, dont des membres des "Rathkeale Rovers", un groupe criminel issu de la communauté irlandaise des gens du voyage. Pour l'association Robin des Bois, qui s'est portée partie civile, c'est l'Internationale des fossyeurs d'éléphants et de rhinocéros qui est jugée jusqu'à mercredi.

Seuls trois des neuf prévenus, âgés de 29 à 58 ans, se sont présentés lundi matin devant le tribunal correctionnel de Rennes.

Deux ont en fuite et les autres sont représentés par leurs avocats. L'affaire débute par un simple contrôle douanier dans la nuit du 10 au 11 septembre 2015 sur la nationale 10, à Dangé-Saint-Romain (centre-ouest).

A bord de la BMW, les douaniers découvrent quatre défenses d'éléphant d'Afrique de 42,6 kg et 32.800 euros en espèces.

Les passagers, qui se disent brocanteurs, se révèlent être des membres d'un groupe de délinquance itinérante connu sous le nom de "Rathkeale Rovers" (les vagabonds de Rathkeale), du nom du village irlandais du comté de Limerick (sud-ouest) où ils sont basés.

A partir des premières arrestations de 2015, les douaniers français vont mettre au jour deux réseaux de trafic international d'ivoire brut et de corne de rhinocéros vers le Vietnam et la Chine, tous deux en relation avec les "Rathkeale Rovers".

Durant leurs investigations, les douaniers ont découvert plusieurs ateliers de transformation de cornes et de défenses, un fait totalement inédit sur le territoire français, d'après un expert.

Les cornes de rhinocéros étaient transformées en poudre, copeaux, billes ou pointes pour être exportées et vendues plus facilement en Chine. Une corne de près de 15 kilos a été saisie durant l'enquête, ainsi qu'une quarantaine de défenses d'éléphant.

"Au moment des faits, la valeur du kilo d'ivoire au détail sur le marché asiatique était autour de 5.000 dollars (4.200 euros) par kilo et la corne de rhinocéros se négociait au détail 1.000 dollars (840 euros) le gramme", note l'association Robin des Bois dans un communiqué, qui dénonce "le braconnage avec ses cruautés" généré par ce trafic.

L'enquête a montré que plusieurs salles des ventes à Cannes (sud-est), à Toulouse (sud-ouest), au Puy (centre) ont facilité l'exportation des défenses d'éléphants au Vietnam", pointe aussi l'association. Les prévenus encourrent "une peine de 10 ans d'emprisonnement ainsi qu'une lourde peine d'amende", selon un communiqué du procureur de la République de Rennes Philippe Astruc. Le commerce d'espèces protégées est encadré par la Convention de Washington du 1er juillet 1975.

Reforma en 1877, tout près des ruines du Temple Mayor, le cœur de la civilisation aztèque.

Les autorités l'ont retiré en octobre 2020 pour qu'elle soit "pris en charge par du personnel spécialisé en matière de conservation et de restauration".

Mais au lieu de la remettre au même endroit, elle sera envoyée dans un autre quartier de la capitale pour éviter "les risques pour cette pièce d'une importance valeur artistique et historique", a déclaré l'INAH.

Le retrait de la statue est intervenu peu après la diffusion d'un appel sur les réseaux sociaux visant à la faire tomber, en "hommage aux millions d'indigènes et de descendants d'Africains massacrés" après la découverte de l'Amérique, selon les organisateurs de la campagne.

La statue de Christophe Colomb, ainsi que le monument de l'Ange de l'Indépendance, ont également été marqués de graffitis de protestation durant des marches féministes.

Le gouvernement du président Andrés Manuel López Obrador affirme que son gouvernement défend les causes indigènes et a demandé au gouvernement espagnol et au Vatican de présenter des excuses historiques pour les abus commis lors de la conquête et de l'évangélisation de leur territoire.

ORAN

Moins de 70% d'occupation des lits Covid-19 (DSP)

Le taux d'occupation des lits réservés aux cas Covid-19 dans les différentes structures de santé de la wilaya d'Oran ne dépasse pas les 70%, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

30% des 600 lits Covid-19, répartis entre l'hôpital de Hai Nedjma, de l'hôpital d'El Karma, du CHU d'Oran, et des hôpitaux d'El Mohgoun et d'Ain El Turck, sont libres depuis quelques jours, a indiqué le chargé de communication de la DSP, Youcef Boukhari.

Cette baisse est un soulagement pour la population et le personnel de la santé, qui ont vécu des moments difficiles au cours du pic de la troisième vague, survenu au cours du mois d'août, a-t-il ajouté.

La saturation des hôpitaux et les longues listes d'attente ne sont plus d'actualité, néanmoins "la vigilance est toujours de mise", a souligné le responsable, estimant que tant que la population n'a pas atteint l'immunité collective, il serait toujours nécessaire de respecter les gestes barrières.

Pour atteindre l'immunité collective, 70% de la population âgée de plus de 18 doit être vaccinée.

Celle-ci est estimée dans la wilaya d'Oran à environ un million de personnes, alors que le nombre de personnes vaccinées n'a pas encore dépassé les 400.000 personnes.

La grande campagne nationale de vaccination, lancée le 4 septembre pour une durée d'une semaine, est sensée encourager davantage la population à se faire vacciner, notamment après la baisse enregistrée à partir de la fin du mois d'août, passant de 2.000 à 1.200 personnes vaccinées, selon des statistiques de la DSP.

Le wali d'Oran, Saïd Saayoud, avait, par ailleurs, évoqué dimanche, lors d'une réunion avec son exécutif, la possibilité de recourir à l'interdiction de l'accès aux administrations aux personnes non vaccinées, et ce pour persuader les plus réticents.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

332 nouveaux cas, 264 guérisons et 26 décès

Trois cent trente-deux (332) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 264 guérisons et 26 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mardi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 198.645 dont 332 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.471 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 135.694 cas.

En outre, 36 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. Par ailleurs, 14 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 23 autres ont enregistré de 1 à 9 cas et 11 wilayas ont connu 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



TAMANRASSET

Affluence des citoyens aux points de vaccination anti-coronavirus

Les points de vaccination anti-coronavirus dans la wilaya de Tamanrasset accueillent de plus en plus de citoyens venus se faire vacciner et de s'immuniser contre la maladie, a-t-on indiqué à la wilaya.

La première journée de la campagne nationale de vaccination anti Covid-19 a permis à plus de 800 personnes de recevoir leur dose au niveau des structures médicales et points retenus pour cette opération, un nombre qualifié, par les services concernés de la wilaya, "d'appréciable" par rapport au rythme du lancement de la campagne (4-11 septembre).

Pour le directeur de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Tamanrasset, Hocine Messani, l'opération



de vaccination connaît une affluence importante des citoyens de la région, conscients de la nécessaire vaccination et encouragés par

les actions et campagnes de sensibilisation.

Mohamed Larbi Azzi Odey, un quinquagénaire, venu recevoir la seconde dose de

vaccination au niveau de la bibliothèque principale de lecture publique, a déclaré que "toutes les conditions ont été réunies pour la satisfaction des citoyens pour leur permettre de se protéger contre la Covid-19".

Au total 18 points de vaccination ont été désignés au niveau de la wilaya de Tamanrasset, en sus de la mobilisation de six (6) équipes médicales mobiles dispatchées dans les cinq (5) communes de la wilaya.

Près de 12.608 personnes ont été vaccinées parmi une population ciblée estimée à plus de 79.000 personnes dans la wilaya de Tamanrasset avant le lancement de la campagne nationale de la vaccination anti-Covid 19, a-t-on rappelé.

BOUIRA

Près de 10.000 personnes vaccinées depuis samedi (DSP)



Près de 10.000 personnes ont été vaccinées contre la Covid-19 à Bouira, depuis le début de la campagne nationale de vaccination lancée samedi sous le slogan "avec la vaccination, la vie reprend", selon les statistiques fournies, lundi, par la direction de la santé et de la population (DSP).

La directrice de la santé, Fatiha Laliem, a indiqué à l'APS que l'opération se poursuit au niveau des 155 points de vaccination mis en place à travers tout le territoire de la wilaya.

"Jusqu'à présent, nous avons enregistré la vaccination de 9.891 personnes depuis samedi et l'opération se poursuit", a-t-elle, dit. Selon le constat fait par la même responsable, la campagne se déroule "plutôt dans de bonnes conditions" malgré le "faible engouement" enregistré dans certaines localités. "Après l'important engouement

enregistré samedi au lancement de la campagne, les citoyens sont devenus réticents dans certaines communes à l'image d'Ahnif et d'Ain Bessam notamment, où il y a un faible afflux malgré les opérations de sensibilisation menée précédemment", a déploré Mme Laliem.

Dans les autres villes et régions de la wilaya, les opérations de vaccinations se poursuivent normalement.

A Lakhdar (Ouest de Bouira) et Sour El Ghoulane (Sud), la vaccination a connu un afflux massif de citoyens en quête d'une protection vaccinale contre le nouveau Coronavirus.

"La vaccination est la seule solution pour se protéger contre ce virus et pour réduire le taux des risques et des complications dues à la pandémie", a souligné la directrice de la santé, qui a saisi l'occasion

pour réitérer son appel aux populations de la wilaya pour qu'elles se fassent vacciner en vue d'atteindre un taux élevé d'immunité collective avant l'arrivée de toute éventuelle nouvelle vague.

D'après les chiffres communiqués samedi dernier au lancement de cette campagne, par le wali, Lekhal Ayat Abdeslam, 150.000 doses de vaccins ont été déjà utilisées pour la vaccination des populations contre la pandémie.

Un chiffre qu'il a jugé faible par rapport au nombre de la population de la wilaya qui compte près de 900.000 habitants.

Le chef de l'exécutif a instruit tous les services de la wilaya concernés de veiller à la réussite de la campagne de vaccination afin d'assurer une rentrée sociale normale et sans risques et se protéger contre la propagation du virus de la Covid-19.

BATNA

Réception de plus de 71.000 doses de vaccin

Les services de santé de la wilaya de Batna ont réceptionné lundi, 71.260 doses de vaccin contre le Coronavirus, a-t-on appris auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Ce nouveau lot de vaccin comprenant 56.048 doses du vaccin "Sinovac" et 22.700 autres doses du vaccin "AstraZeneca", sont venues soutenir le premier quota dont a bénéficié la wilaya estimée à 280.000 doses et dont 70% ont été utilisées, a précisé à l'APS le directeur local de la Santé et de la population, Abdelghani Bensmail. La même source a affirmé que la vaste campagne de

vaccination contre la pandémie de Coronavirus, lancée au début de cette semaine, a vu une affluence croissante des citoyens de la wilaya, où le premier jour s'est soldé par la vaccination de 2.870 citoyens alors que le deuxième jour a été marqué par la vaccination de 4.100 autres citoyens. La Direction de la Santé et de la population a assuré localement de nouveaux points de vaccination, portant leur nombre de 78 à 120 centres à travers la wilaya et les équipes mobiles sont passées de près de 20 équipes à 59 spécialisées dans les zones d'ombre et les régions montagneuses. Les services sanitaires de la

wilaya ont alloué au début de la vaste campagne de vaccination contre la pandémie de Coronavirus, des équipes médicales mobiles qui parcourent plusieurs grands quartiers de la ville de Batna pendant une semaine pour vacciner les citoyens contre la Covid-19 dans une initiative, saluée par les habitants de la ville.

Cette initiative vise, selon les responsables du secteur, à élargir le cercle de la vaccination et la prise en charge d'un plus grand nombre de citoyens en rapprochant ce service de santé d'eux, tout en continuant à sensibiliser quant à l'importance de l'acquisi-



tion de l'immunité collective, ainsi que le respect des mesures de prévention nécessaires pour

éviter la propagation de la pandémie.

PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

4.574.225 décès

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 4.574.225 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles mardi à 10H00 GMT.

Plus de 221.133.570 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays.

Ils excluent les révisions réalisées a posteriori par certains organismes statistiques, qui concluent à un nombre bien plus important de morts.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé.

Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'inten-



sification du dépistage dans de nombreux pays.

Sur la journée de lundi, 7.614 nouveaux décès et 463.457 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 959 nouveaux morts, la Russie (795) et l'Iran (635).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 649.426 décès pour 40.018.326 cas recensés,

selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 583.810 morts et 20.899.933 cas, l'Inde avec 441.042 morts (33.058.843 cas), le Mexique avec 263.470 morts (3.433.511 cas) et le Pérou avec 198.523 morts (2.155.508 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 602 décès pour 100.000 habitants, suivi par la

Hongrie (311), la Bosnie (302), la Macédoine du Nord (293), la République tchèque (284) et le Monténégro (282).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mardi à 10H00 GMT 1.451.028 décès pour 43.625.756 cas, l'Europe 1.262.396 décès (64.124.966 cas), l'Asie 795.893 décès (51.198.404 cas), les Etats-Unis et le Canada 676.448 décès (41.534.432 cas), l'Afrique 199.788 décès (7.934.119 cas), le Moyen-Orient 186.889 décès (12.583.459 cas), et l'Océanie 1783 décès (132.441 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les bureaux de l'AFP auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En raison de corrections apportées par les autorités ou de publications tardives des données, les chiffres d'augmentation sur 24h peuvent ne pas correspondre exactement à ceux publiés la veille.

ETATS UNIS

Les nouveaux cas quotidiens de COVID-19 en hausse de plus de 300% par rapport à la dernière fête du Travail

Le nombre de nouvelles infections quotidiennes à la COVID-19 aux Etats-Unis est plus de quatre fois supérieur à ce qu'il était au cours de la fête du Travail de l'année dernière, soit une augmentation de 316% en glissement annuel, a rapporté lundi USA Today.

Le nombre de décès quotidiens liés à la COVID-19 est également deux fois plus élevé, a indiqué USA Today, citant

des données récoltées par l'université Johns-Hopkins.

Les hospitalisations ont également augmenté de 158% par rapport au week-end de la fête du Travail 2020, selon les données du département de la Santé et des Services sociaux, selon la même source.

En raison du nombre massif d'hospitalisations, de nombreux Etats améri-

cains manquent actuellement de lits de soins intensifs pour les patients, selon le journal.

"Le variant Delta hautement contagieux est à blâmer, de même qu'un certain nombre d'Américains qui refusent un vaccin pourtant facilement accessible, que la plupart des pays en développement se battent pour obtenir", indique USA Today.

GRANDE BRETAGNE

Le Royaume-Uni franchit la barre des 7 millions de cas de COVID-19

Le Royaume-Uni a franchi la barre des sept millions de cas d'infection à la COVID-19 depuis le début de la pandémie, selon les dernières données officielles publiées lundi.

Les chiffres officiels révèlent que le pays avait signalé 41.192 nouvelles infections au coronavirus au cours des dernières 24 heures, portant le nombre total de cas de COVID-19 au Royaume-Uni à 7.018.921.

Le pays a également déploré 45 décès supplémentaires liés à la maladie, portant le nombre total de décès dus à la COVID-19 au Royaume-Uni à 133.274.

Ces chiffres ne comprennent que les décès de personnes mortes dans les 28 jours suivant leur premier test positif.

Par ailleurs, a indiqué le ministère de la Santé et de la Protection sociale, la décision finale concernant

la vaccination des enfants en bonne santé âgés de 12 à 15 ans, qui doit être approuvée par les médecins en chef des quatre nations britanniques, devrait être prise cette semaine.

Le ministre britannique chargé de la vaccination, Nadhim Zahawi, a souligné que le consentement parental sera nécessaire si le gouvernement décide que tous les jeunes de 12 à 15 ans doivent être vaccinés.

Auparavant, l'organisme consultatif britannique en matière de vaccins, le Comité conjoint sur la vaccination et l'immunisation (JCVI), a émis le conseil que les enfants âgés de 12 à 15 ans présentant des problèmes de santé devraient recevoir deux doses de vaccin anti-COVID-19, mais que les enfants en bonne santé de ce groupe d'âge ne devraient toujours pas le recevoir.

IRLANDE

Près de 70% des Irlandais sont entièrement vaccinés contre la COVID-19

Près de 70% de la population d'Irlande a été entièrement vaccinée contre la COVID-19, selon les chiffres publiés lundi par le ministre irlandais de la Santé, Stephen Donnelly.

Selon les chiffres publiés sur le compte Twitter du ministre, 6,92 millions de doses de vaccin contre la COVID-19 ont été administrées en

Irlande, et 69,4% des habitants du pays ont été entièrement vaccinés.

Les chiffres précisent également que 89,3% des adultes de plus de 18 ans ont été entièrement vaccinés en Irlande, contre 82,6% de la population de 12 ans et plus.

"Cette semaine, nous allons atteindre la sept-millionième dose de vaccin

administrée ici", a déclaré M. Donnelly dans un message sur Twitter, qualifiant cette nouvelle de "réussite incroyable" pour l'Irlande. Le ministre a également affirmé que les vaccins avaient permis de réduire les infections au sein des classes d'âge les plus jeunes du pays car les jeunes se présentent volontairement pour se faire vacciner.

CHILI

Le Chili approuve l'utilisation d'urgence d'un vaccin chinois pour les enfants âgés de 6-17 ans

L'Institut de la santé publique (ISP) du Chili a approuvé lundi l'utilisation d'urgence du vaccin CoronaVac fabriqué par le laboratoire pharmaceutique chinois Sinovac Biotech pour les enfants et les adolescents âgés de 6 à 17 ans.

Le directeur de l'ISP, Heriberto Garcia, a fait cette annonce lors d'une conférence de presse organisée à l'issue d'une réunion d'experts sur l'utilisation du médicament.

"Afin de continuer à protéger la population, nous avons approuvé le CoronaVac pour les enfants âgés de 6 ans et plus", a-t-il dit.

"Les données montrent que le nombre d'enfants infectés augmente en raison du fait qu'ils ne sont pas vaccinés", a ajouté M. Garcia.

Les experts de l'ISP ont souligné la sécurité du CoronaVac et sa réponse immuno-gène testée.

L'ISP avait approuvé l'utilisation d'urgence du CoronaVac pour les personnes âgées de 18 ans ou plus le 20 janvier de cette année.

Selon les dernières données du ministère de la Santé, un total de 13.074.496 personnes ont été entièrement vaccinées, soit 86,01% de la population cible de 15,2 millions de personnes.

ARGENTINE

L'Argentine met en place un pass numérique de vaccination et le communique à tous les pays du monde

L'Argentine a mis en place un document numérique officiel de vaccination anti-covid qui permettra aux argentins de voyager dans tous les pays du monde.

Le ministère argentin des Affaires étrangères a notifié les départements concernés de tous les pays (Affaires étrangères, Directions des migrations et autorités sanitaires aux frontières) au sujet de ce document émis par les autorités argentines, tout en leur demandant d'envoyer leurs modèles de documents de vaccination homologués.

Le pass numérique de vaccination sera en vigueur à partir de ce lundi et permet de certifier que son détenteur est vacciné contre Covid-19, a précisé un communiqué du ministère.

Le document comporte un code QR qui renvoie au site du ministère de la santé permettant un accès aux informations prouvant que la personne concernée est bel et bien vaccinée contre Covid-19.

Outre le nom, le prénom et la date de naissance, ces informations sont relatives au nom du vaccin appliqué, les numéros du lot et de la dose, ainsi que le lieu d'application. En Argentine, la majorité des personnes vaccinées ont reçu des doses de Sputnik, Sinopharm et Astrazeneca. Des lots de Pfizer reçus récemment ont commencé à être appliqués.

Au total, dans ce pays de 45 millions de personnes, 28,35 millions de personnes (61,9%) ont reçu une dose et 16,37 millions (35,75%) en ont reçu deux.

IMC OU IMG QUELLE DIFFÉRENCE ?

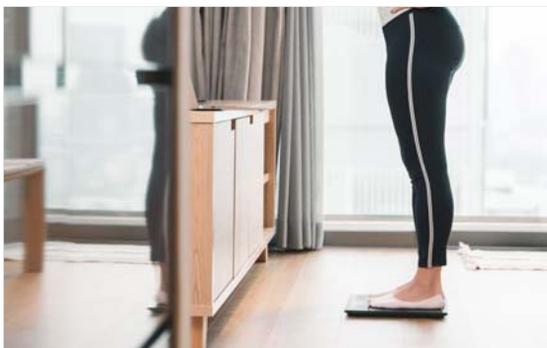
On connaît l'IMC, mais saviez-vous qu'il est possible de mesurer l'IMG ou indice de masse grasse ? Mais pourquoi et comment ? Les réponses de Stéphanie Dufant, diététicienne.

IMC. Voilà trois lettres que vous connaissez bien et qui désignent évidemment l'Indice de Masse Corporelle. À savoir une donnée vite calculée qui vous permet de savoir si le rapport entre vos poids et votre taille est bon... ou non. Seulement, ce que ne dit pas votre IMC, c'est de quoi est composé le poids en question.

"On peut être très lourd et avoir un IMC très haut à cause d'une rétention d'eau ou d'une masse musculaire importante. Or, c'est la masse grasse qui a une répercussion négative sur le fonctionnement du corps, explique ainsi Stéphanie Dufant.

L'IMG (ou Indice de Masse Grasse), permet donc d'évaluer cette quantité de graisse dans l'organisme, et de déterminer si une personne est en surpoids. Cela permet de se détacher du poids et d'aller voir plus loin que cette donnée qui peut contenir beaucoup de choses différentes."

Comment mesure-t-on l'IMG ?
L'IMG se mesure de deux façons différentes : grâce à l'impédancétrie ou grâce à la DEXA. Qu'est-ce que la première ? Il s'agit d'un courant électrique de faible intensité que l'on fait circuler dans votre corps pour analyser ses tissus. "Cela passe par des balances ou des appareils de mesure de compo-



sition corporelle plus ou moins perfectionnés", explique la diététicienne.

Et la DEXA ? Cela repose sur un principe "d'absorption biphotonique à rayons X. C'est une machine semblable à celles que l'on utilise pour mesurer la densitométrie osseuse."

Autant dire quelque chose que vous

ne trouverez pas au supermarché du coin : "Ce sont des machines qui coûtent plusieurs milliers – voire plusieurs dizaines de milliers – d'euros. Tout le monde n'a pas ça dans son cabinet, alors que vous trouverez des appareils à impédancétrie médicale plus facilement chez des diététiciens ou des mé-

decins nutritionnistes."

Voire chez vous ? "Oui, mais les balances que l'on trouve dans le commerce ne sont pas très fiables parce qu'elles n'ont que deux entrées, par les pieds. Les appareils de mesure médicale, eux, ont quatre entrées et passent par les chevilles et les poignets, ce qui

permet de faire passer l'électricité dans tout le corps et d'avoir une mesure très précise."

Néanmoins, les premières ne sont pas totalement inutiles : "Ce qu'on peut suivre, par exemple, c'est l'évolution de la donnée d'une fois à l'autre. Surtout si on cherche à perdre du poids pour une raison de santé. Même si le chiffre n'est pas calculé de façon très précise, cela permet de savoir si l'on est sur la bonne voie ou non."

Vers la fin de l'IMG ?

L'IMG étant plus précise et fiable que l'IMC, faut-il donc encore faire confiance au second indice ? "On s'en détache progressivement, mais cela reste un standard. Notamment parce que la communauté scientifique n'a pas encore totalement validé l'utilisation de l'impédancétrie. C'est un petit calcul qui a des limites, mais qui est tellement pratique que ça reste une référence !"

Une chose est sûre, pourtant, l'IMG gagne du terrain : "Cela fait 15 ans que j'exerce, et la mesure de l'indice de masse grasse se démocratise vraiment depuis 5 ou 6 ans. Nous avons désormais des appareils performants et accessibles. On en trouve également dans les services hospitaliers de façon plus répandue." Que l'IMC se le tienne donc pour dit...

Le tour de taille, plus fiable que l'IMC ?

L'IMC, ou indice de masse corporelle, ne fait plus, à lui seul, autorité pour évaluer les risques sur la santé. Mieux vaut se fier à la mesure du tour de taille. Explications du Dr Boris Hansel, nutritionniste et endocrinologue à Bichat.

Vous avez sans doute déjà calculé votre IMC, par curiosité ou par nécessité. Pour cela, on divise son poids par sa taille élevée au carré. Entre 18,5 et 25, le score est considéré comme normal. Inférieur à 18,5, il indique la maigreur, supérieur à 25, le surpoids. Mais l'IMC ne peut spécifier où se loge la masse grasse, et à ce titre, peut induire en erreur. Un bodybuilder très musclé pourra ainsi afficher un IMC supérieur à 25, mais ne sera absolument pas en excès de poids ! Ainsi, le tour de taille s'avère être un indicateur de choix en terme de risques pour la santé. C'est en tous les cas la conclusion d'une étude anglaise menée pendant plusieurs années par des chercheurs de l'université de la City à Londres.

UN INDICATEUR DES RISQUES POUR LA SANTÉ

Au-delà d'un certain seuil, un tour de taille élevé augmente en effet la probabilité de souffrir d'une maladie

cardiovasculaire, d'un diabète de type 2, d'un cancer et même de grignoter quelques années d'espérance de vie. Ce seuil diffère selon le sexe : il est de 80 à 88 cm pour une femme et 94 et 102 cm pour un homme (la marge peut varier en fonction des gabarits). Le tour de taille est plus prédictif d'éventuels problèmes de santé, explique le Dr Boris Hansel. Car l'excès de graisse abdominale est toxique pour l'organisme. Elle envahit les viscères et perturbe le fonctionnement métabolique. Il faut aussi faire la différence entre une graisse sous-cutanée, c'est-à-dire les bourrelets du ventre que l'on peut pincer entre ses doigts, et une graisse viscérale, qui se localise sous les muscles abdominaux et qui donne au final un ventre « dur », où l'on ne parvient pas à saisir du gras.

TROP DE GRAISSE VISCÉRALE = DANGER

Faut-il abandonner le calcul de l'IMC au profit de la mesure du tour de taille pour autant ? « Non, ils sont complémentaires, répond notre spécialiste. Lorsque le tour de taille dépasse les valeurs de référence, c'est le signe qu'il y a probablement trop de graisse abdominale. Cela permet

de réagir et de prendre les mesures nécessaires. Mais cela reste une probabilité, qui reste à confirmer par d'autres examens. Ce n'est pas parce que l'on a du ventre que l'on a forcément du diabète ou une maladie cardiovasculaire ».

Pression artérielle, glycémie à jeun, triglycérides, cholestérol... Si deux de ces bilans sont au-dessus de la norme, on peut suspecter une accumulation de graisse viscérale. Seule bonne nouvelle, cette graisse est plus facile à déloger. Pour cela, il faut bouger au quotidien (marcher, monter les escaliers...) et pratiquer, en plus, une activité sportive d'endurance d'intensité modérée d'au moins 150 minutes par semaine soit 30 minutes 5 fois par semaine.

BIEN MESURER SON TOUR DE TAILLE

On le mesure à l'aide d'un mètre ruban, de préférence le matin à jeun, à la fin d'une expiration. Directement sur la peau, prenez la mesure à mi-chemin entre la dernière côte et le haut de l'os de la hanche. À partir de 80 à 88 cm pour une femme et 94 à 102 cm pour un homme, le seuil critique est atteint. On en parle à son médecin.



Combien faut-il faire de pas chaque jour pour perdre du poids ?

Envie de bouger un peu plus pour retrouver la ligne ? N'hésitez donc pas à pratiquer le sport le plus accessible qui soit : la marche à pied. Explications avec Gilles Mondoloni, médecin du sport. Vous le savez : bouger, c'est bon pour la ligne, mais pas seulement. "Pour la plupart des adultes en bonne santé, 150 minutes par semaine d'activité physique d'intensité modérée répartie sur trois à cinq séances sont associées à un taux inférieur de maladies cardiovasculaires et de mortalité prématurée", précise même la Haute Autorité de Santé. Et bien évidemment, le moyen le plus facile d'accumuler ces précieuses minutes pour perdre vos kilos superflus (entre autres choses), c'est encore de marcher. Mais à quelle fréquence ? Et quelle intensité ? Réponses avec un expert.

Pourquoi il faut faire entre 3000 et 3500 pas par jour

"Je recommande à tout le monde de marcher au moins une demi-heure par jour à pas rapides", explique d'emblée le médecin du sport parisien Gilles Mondoloni. "Cela permet de brûler des calories, d'activer le système cardiovasculaire et respiratoire et de dérouiller les articulations." Très bien, mais pourquoi 3000 à 3500 pas ? "Parce qu'il y a une notion d'inertie que l'organisme à prendre en compte pour ce qui fonctionne. Le corps doit se préparer à l'effort au niveau musculaire, respiratoire et enzymatique." En d'autres termes, en dessous d'une certaine durée (et d'une certaine intensité), marcher vous servira seulement à vous déplacer. Pas beaucoup plus. "Et ne faites pas 6 x 5 minutes dans la journée, ce ne sert à rien !", ajoute l'expert.

À l'assaut des graisses profondes

Si marcher une demi-heure chaque jour vous permettra de rester en forme et d'habituer votre corps à un effort régulier, il faudra néanmoins allonger progressivement vos séances pour accélérer votre perte de poids. D'autant plus que selon le docteur Mondoloni, "à partir d'une heure par jour (6 000 à 7 000 pas), la marche va aller chercher des graisses profondes, au niveau de l'abdomen, que certains sports comme la musculation ne sollicitent pas." Mais bien évidemment, inutile de marcher autant si vous pratiquez des sports d'endurance en parallèle.

CHAUSSURES, BÂTON : ÉQUIPEZ-VOUS CORRECTEMENT !

Sachez-le : la marche est un sport comme les autres. Et qui dit sport, dit équipement. "Je vois beaucoup de gens arriver au cabinet avec des fractures de fatigue parce qu'ils ne marchent pas avec des bonnes chaussures", explique le médecin. La solution ? Opter pour de vraies chaussures de marche, disponibles dans les magasins de sport, et banir les souliers de ville ou les escarpins. "De plus, les personnes âgées et/ou surpoids pourront s'aider d'un bâton de marche qui soulagera leurs articulations, les empêchera de glisser et pourront même solliciter d'autres fibres musculaires, comme les épaules !"

POURQUOI ON PREND DU POIDS APRÈS 40 ANS ?

Vous le savez : l'âge n'est pas toujours tendre avec nos silhouettes. Mais pourquoi exactement ? Et est-ce vraiment une fatalité ? La nutritionniste Juliette Bentz-Farman nous répond.

Vous avez pris un peu de ventre, et les quelques kilos accumulés dernièrement ne veulent plus vous quitter. Bref, vous avez passé la barre des 40 ans, et votre corps vient de vous le signaler à sa façon. Est-ce normal ? Oui. Et inévitable ? Non, pas du tout. Mais avant de songer à inverser la tendance, il faut encore comprendre les mécanismes à l'œuvre, qui ne sont d'ailleurs pas exactement les mêmes chez les hommes et chez les femmes. Explications avec la nutritionniste Juliette Bentz-Farman.

CHEZ LES HOMMES

Sachez-le : aucun mécanisme physiologique n'explique une prise de poids naturelle chez les hommes avec l'âge. "On observe plutôt une sorte de laisser-aller, qui se traduit par une moindre envie de pratiquer une activité physique", explique l'experte. "À ce moment de leur vie, entre 40 et 50 ans, les hommes et les femmes travaillent beaucoup et déploient beaucoup d'énergie pour résister au stress. Ils ont alors tendance à mettre de côté tout ce qui n'est pas prioritaire, comme le maintien d'une certaine hygiène de vie ou le sport."

Le résultat ? "La masse grasse devient plus importante que la masse musculaire. Or, elle ne dépense pas d'énergie. Le métabolisme est donc fortement diminué, et on rentre dans un cercle vicieux." Vient alors, au-delà de la prise de poids, un rappel à l'ordre médical : "C'est le moment où on va commencer à avoir un peu de cholestérol, ou de pré-diabète. Et le signal qu'il faut se reprendre en main."

CHEZ LES FEMMES

Si tous les facteurs liés au mode de vie sont aussi valables pour les hommes que pour les femmes, un phénomène physiologique entre pourtant en ligne de compte chez les secondes : la ménopause. "Entre 45 et 55 ans, les ovaires arrêtent progressivement de fabriquer les hormones de la reproduction, à savoir les œstrogènes et la progestérone", explique la



nutritionniste.

Mais ce n'est pas tout : la ménopause modifie aussi la production d'autres hormones de croissance et de stockage, comme l'insuline. "En conséquence, et au-delà de la fatigue liée à l'âge, qui diminue les dépenses d'énergie, le corps élimine moins facilement les graisses", détaille l'experte, avant de préciser que l'on observe également un certain déséquilibre qui provoque une nouvelle répartition de ces fameuses graisses : "Si les œstrogènes ne sont plus produits dans un premier temps, la testostérone l'est encore. À plus faible dose, certes, mais tout de même. Les femmes vont donc perdre de la graisse sur les cuisses et les fesses, et stocker comme les hommes sur le ventre." C'est la fameuse graisse abdominale. Alors, que faire ?

LA SOLUTION ? MANGER MIEUX, BOUGER PLUS

Bonne nouvelle : qu'elle soit partiellement physiologique ou non, cette prise de poids n'est pas inévitable : "Tous mes patients de plus de 50 ans réussissent à perdre du poids. J'ai même des patients de plus de 65 ans qui y arrivent aussi. C'est bien la preuve qu'il n'y a aucune fatalité." Votre double-objectif ? Préserver votre masse musculaire et

votre métabolisme. Et pour ça, il n'y a pas de secret, il faut faire tourner la machine : "Essayez, même si vous avez la flemme, de marcher tous les jours par exemple. Et si vous êtes traité(e), gardez le rythme de l'époque où vous travailliez. Lèvez-vous tôt, prenez un petit déjeuner rapide, et sortez. Bref, restez en mouvement." Cela dit, il vous faudra également surveiller votre hygiène de vie : "Le sommeil et l'alimentation sont également très importants. L'idée n'est pas de compenser, mais d'équilibrer ; on n'enchaîne pas les menus copieux mais on ne zappe aucun repas, et on favorise son sommeil, pour ne pas troubler les hormones en charge du stockage et de la répartition des graisses."

Et pas question non plus de vous lancer dans des régimes trop restrictifs. En partie parce que votre corps est très bien fait : "Si vous tenez, par exemple, un régime type Dukan, vous allez perdre du poids, mais votre organisme va se régler sur cet apport alimentaire et partir du principe qu'il s'agit de la nouvelle norme de fonctionnement. Il se mettra donc en mode "économie d'énergie". Le problème ? Il n'inversera pas aussi facilement la tendance après que vous ayez retrouvé une alimentation

normale, et continuera à stocker un maximum. Or, "rebouter un métabolisme est très compliqué. La bataille est énorme pour le remettre en route." Bref, mieux vaut un bon rythme de croisière plutôt que des accélérations soudées. Et ce, à tous les âges.

1/4 - LA SENSATION DE FAIM EST MAL RÉGULÉE

Les neurotransmetteurs sont les régulateurs de nos sensations de faim. Leur déséquilibre peut entraîner des pulsions plus ou moins fortes vers le sucré, l'alcool... Or, éviter le sucre et l'alcool (trop caloriques) est l'une des premières règles pour ne pas prendre de poids après 40 ans. Donc pour des neurotransmetteurs en pleine santé on choisit les aliments qui sont source de tryptophane ou de tyrosine.

2/4 - UN MANQUE DE PROTÉINES

Ce sont les protéines qui fournissent les acides aminés nécessaires à la fabrication des neurotransmetteurs que sont la tyrosine et le tryptophane. Les produits laitiers sont une bonne source de tryptophane. Si vous consommez peu de protéines animales, privilégiez les associations riz + soja ou pois chiche + semoule.

3/4 - UN MANQUE DE VITAMINES B1, B6, B9 ET B12

Les vitamines B1, B6, B9 et B12 participent à la synthèse des neurotransmetteurs. Pour ne pas en manquer, privilégiez tous les légumes à feuilles vertes mais aussi les légumes secs. Et parsemez vos salades d'une à deux cuillères à soupe de germe de blé.

4/4 - ON NE S'HYDRATE PAS ANSEZ

En temps normal, l'objectif est de maintenir un équilibre entre l'absorption d'eau et son élimination. Mais en cas de modifications hormonales, il faut boire davantage afin d'accélérer le drainage de l'organisme et éliminer les toxines qui freinent la perte de poids.

UN MAUVAIS IMC PEUT FAIRE ESPÉRANCE DE VIE

Une étude anglaise révèle qu'à partir de 40 ans, avoir un IMC trop élevé peut réduire l'espérance de vie. L'indice de masse corporelle (IMC) est le seul indice validé par l'Organisation mondiale de la santé pour évaluer la corpulence d'un individu et donc les éventuels risques pour la santé. Il doit se situer entre 18,5 et 25 kg/m². En dessous, vous êtes en situation de maigreur et au-dessus, en situation d'obésité. Dans une récente étude anglo-saxonne publiée dans *The Lancet Diabetes & Endocrinology* des chercheurs ont révélé qu'à partir de 40 ans si l'indice corporelle est en dessous de la norme (soit entre 22 et 25), le risque de mort prématurée est moins important. En 15 ans, révèle l'étude, les IMC trop élevés auraient contribué à environ 4 millions de décès. L'étude révèle que pour les per-

sonnes dont l'IMC est soit trop faible, soit trop élevé, l'espérance de vie est réduite d'environ 4 ans. Elle a été réalisée sur un total de 3 632 674 personnes. Dans les cas d'obésités, les femmes et les hommes voyaient leur espérance de vie réduite de 3,5 à 4,2 ans par rapport aux personnes ayant un indice normal. A l'inverse, pour les personnes en insuffisance pondérale elle serait réduite entre 4,3 et 4,5 ans.

LES FEMMES PLUTÔT EN SOUS POIDS, LES HOMMES EN SURPOIDS

Les chercheurs ont indiqué que les femmes étaient majoritairement en sous-poids (70% des personnes en insuffisance pondérale), alors que 56% des personnes obèses étaient des hommes. Ils

ont aussi souligné un âge médian pour chaque type d'IMC. Les personnes en insuffisance pondérale ont autour de 25 ans, l'âge moyen des personnes avec un IMC sain est de 33 ans. Du côté de la surcharge pondérale, l'âge médian est de 42 ans et de 43 ans pour les cas d'obésité.

Il existerait selon les chercheurs de cette étude un niveau "optimal" d'IMC compris entre 22 et 25. Dans ce cas, l'espérance de vie est supposée intacte. Le professeur d'épidémiologie statistique Krishnan Bhaskaran, qui a dirigé l'enquête, explique que l'étude visait à aider les médecins et chercheurs à mieux comprendre comment le poids pouvait influencer le facteur de risque face aux maladies comme le cancer, maladies respiratoires ou encore du foie.

LIBYE

Lancement de la réconciliation nationale globale



Le président du Conseil présidentiel Mohamed Al-Manfi, a annoncé, lundi, officiellement le lancement de la réconciliation nationale globale en Libye.

"Le Président a félicité le peuple libyen à cette occasion, saluant tous les efforts qui ont été faits pour parvenir à la réconciliation qui marque son aboutissement avec la libération des prisonniers arrêtés dans diverses affaires, et contre lesquels des décisions judiciaires ont été rendues", indique un communiqué publié par le bureau de l'information du président du conseil présidentiel sur sa page Facebook.

Le Président du Conseil présidentiel a souligné que "les décisions qui ont été prises n'auraient pas été prises sans le désir réel et sérieux du peuple libyen de tourner les pages douloureuses du passé, surmonter les divergences, renoncer à la division, arrêter l'effusion de sang et mettre fin à leurs souffrances", ajoute-t-on dans le communiqué.

Le président a félicité la nation libyenne pour le lancement des premiers pas de la réconciliation nationale, qui représente "le véritable désir de chacun de mettre le passé derrière et de surmonter les différences", appelant les Libyens à "se rallier à la patrie et à construire un Etat de citoyenneté et de droit".

Il a également appelé tous les Libyens à travailler ensemble pour "construire une seule nation, sur laquelle flotte le drapeau de la paix".

La MANUL salue la décision des autorités libyennes de libérer un fils de Mouammar Kadhafi

La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a salué lundi la décision prise par les autorités libyennes de libérer Saadi Kadhafi, fils de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, renversé et tué en 2011.

"La Mission d'appui des Nations Unies en Libye prend note de la libération, le 5 septembre, de Saadi Kadhafi, ainsi que d'Ahmed Ramadan et de six autres responsables de l'ancien régime, qui ont été détenus pendant sept ans ou plus.

La libération de M. Kadhafi est conforme à un ordre juridique à la suite de son acquittement par un tribunal libyen en 2019", a précisé la MANUL dans un communiqué.

La mission a décrit cette libération comme une étape importante vers le respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme, ainsi qu'un développement positif pouvant contribuer au processus de réconciliation nationale fondé sur les droits et promouvoir l'unité nationale.

"A cet égard, la MANUL apprécie les efforts du gouvernement d'unité nationale, du conseil présidentiel et des autorités judiciaires, et appelle de nouveau les autorités libyennes à libérer rapidement des milliers de personnes s qui demeurent détenues arbitrairement (...) à travers la Libye", ajoute le communiqué.

Le conseil présidentiel a annoncé des projets de libération de tous les prisonniers acquittés par le tribunal, dans le cadre d'une campagne de réconciliation générale en Libye.

APS

COUP DE FORCE EN GUINÉE
Appels à rétablir l'ordre constitutionnel

Les appels au calme et au retour à l'ordre constitutionnel se sont multipliés depuis dimanche, lorsque les forces spéciales guinéennes ont pris le contrôle du palais présidentiel, arrêté le président Alpha Condé et "dissous" les institutions et la Constitution en vigueur.

Dans la journée de dimanche, des tirs nourris ont été entendus dans la commune urbaine de Kaloum, dans le centre de Conakry, en Guinée, où se trouvent le palais présidentiel et plusieurs départements ministériels.

Dans l'après-midi, le ministre guinéen de la Défense a déclaré que "la garde présidentielle, soutenue par les forces de défense et de sécurité, a contenu la menace et repoussé le groupe d'insurgés".

Cependant, plus tard dans la journée, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya a annoncé que ses forces avaient arrêté le président Alpha Condé et dissous le gouvernement ainsi que les institutions nationales.

Les frontières du pays ont été fermées et sa Constitution a été déclarée invalide dans cette annonce. Une vidéo publiée sur les réseaux sociaux montrait M. Condé entouré d'un groupe de soldats armés.

Préoccupé par la situation prévalant en République de Guinée, l'Algérie a réaffirmé lundi, son "attachement aux principes cardinaux de l'Union Africaine (UA), notamment le rejet de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement tel qu'énoncé par la décision d'Alger de 1999 et réaffirmé par la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance".

Le SG de l'ONU, Antonio Guterres, a de son côté condamné toute prise de



puvoir par la force des armes appelant à la libération immédiate du président Alpha Condé". L'Union africaine qui compte 55 Etats membres, a appelé à la libération immédiate de M. Condé. Felix Tshisekedi, président de la République démocratique du Congo (RDC), et président en exercice de l'UA, et Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA, ont en outre demandé au Conseil de paix et de sécurité de l'UA de se réunir d'urgence pour examiner la nouvelle situation en Guinée et prendre les mesures appropriées aux circonstances.

L'organisation des Etats ouest-africains, la Cédéao, a exigé également "le rétablissement de l'ordre constitutionnel afin d'éviter le recours aux sanctions".

L'Union européenne (UE) par le biais de son haut représentant pour les Af-

fares étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a condamné dans un tweet le coup d'Etat en Guinée, appelant à la libération du président Condé.

Aux Etats Unis, le porte-parole du département d'Etat américain, Ned Price, a exhorté toutes les parties à éviter la violence et à engager le dialogue.

La France qui a vivement réagi au coup de force, a demandé "le retour à l'ordre constitutionnel".

De son côté, la diplomatie russe a affirmé, qu'elle suivait les développements en Guinée avec une profonde inquiétude, soulignant qu'elle rejette toute tentative inconstitutionnelle de changement de pouvoir.

A ce titre, la Chine, par la voix du porte-parole de son ministère des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a appelé toutes les parties à faire preuve de retenue, à

respecter les intérêts fondamentaux du pays et à résoudre les problèmes par le dialogue et la consultation". Le président du Burundi Evariste Ndayishimiye a condamné le coup de force en lançant un appel au calme, alors que le gouvernement du Nigeria a exhorté les militaires à rétablir l'ordre constitutionnel sans délai et à protéger toutes les vies ainsi que les biens".

Aussi, l'Egypte a appelé toutes les parties en Guinée à faire preuve de retenue et à régler la crise de manière pacifique.

Alors que l'incertitude règne sur l'évolution de la situation à Conakry, la société civile guinéenne a appelé à mettre rapidement en place un cadre national de dialogue.

Les nouvelles autorités doivent annoncer leur "feuille de route" lundi, selon des médias.

MALI

Reddition du commandant de la FORSAT, Oumar Samaké

Le Commissaire Divisionnaire de Police, Oumar Samaké commandant de la Force Spéciale Antiterroriste (FORSAT), s'est rendu, lundi, au Camp 1 de la Gendarmerie de Bamako, ont rapporté des médias citant une source sécuritaire.

Oumar Samaké a été arrêté par le juge d'instruction du Tribunal de la grande instance de la commune III du district de Bamako et déféré à la Maison Centrale d'Arrêt avant d'être libéré.

Cette reddition du Commissaire Samaké au Camp 1 de la Gendarmerie intervient à la suite d'une réunion entre le ministre de la sécurité et la synergie des syndicats de la police.

"Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Colonel Major Daouda Aly Mohammedine, a demandé au commandant de retourner en prison et c'est le camp 1 de la gendarmerie qui a été choisi", a déclaré une autre source sécuritaire.

Pour rappel, le Commissaire Divisionnaire Oumar Samaké avait été placé sous mandat de dépôt, le 3 septembre courant, par le juge d'instruction



du Tribunal de grande instance de la commune III dans l'affaire des meurtres du 10, 11, 12 juillet 2020, puis libéré suite à une manifestation de mécontentement des policiers.

Samedi, le gouvernement malien de Transition a condamné l'attitude des hommes armés en uniforme ayant obtenu par la force la libération du Commissaire divisionnaire Oumar Samaké.

Le gouvernement a également rappelé que dans le cadre de la lutte

contre l'impunité, des interpellations sont en cours. "Des citoyens sont convoqués par des juges. A l'issue, d'interrogatoires respectant les droits de la défense, les juges peuvent être amenés à prendre des mesures de mise en détention suivant la gravité des faits ou les nécessités de l'enquête.

Sur ce point, le gouvernement demande à tout le monde de se rassurer", a noté le gouvernement de Transition, dans le document relayé par des médias.

COP26

Appel à accélérer l'adaptation aux effets du changement climatique

Une cinquantaine de responsables internationaux ont appelé lundi à accélérer la préparation aux effets du changement climatique comme les tempêtes, inondations et sécheresses extrêmes, rappelant que la plupart de ces phénomènes sont "tragiquement, déjà inexorables".

Ces conséquences "mettront les gens, les communautés et l'économie mondiale en danger comme jamais auparavant et feront peser de nouvelles menaces majeures sur la biodiversité et la santé de l'homme", a souligné dans un communiqué le Centre mondial pour l'adaptation (GCA). Fondé en 2018, le GCA est une organisation internationale destinée à accélérer l'adaptation du monde aux effets du changement climatique.

Elle est présidée par l'ancien secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon.

L'adaptation -- comprenant systèmes d'alerte avancés, adaptation des infrastructures, améliorations agricoles -- n'a selon le GCA pas bénéficié de la même attention, des mêmes ressources ni du même niveau d'action sur le terrain que la réduction des émissions de gaz à effet de serre, laissant des communautés du monde entier exposées à une urgence climatique plus rapide que prévu.

Un dialogue, rassemblant une cinquantaine de responsables politiques et de spécialistes du climat et du développement en présence de M. Ban et de la directrice

générale du FMI Kristalina Georgieva, s'est tenu lundi à l'occasion de l'inauguration à Rotterdam du siège du GCA.

Les participants -- ministres, maires, chefs d'organisations internationales et banques de développement -- ont décrit dans un communiqué les mesures à prendre, selon eux, lors de la conférence mondiale sur le climat (COP26) de Glasgow en novembre, notamment la révision des plans d'adaptation pour lesquels les Nations unies se sont engagées à consacrer 100 milliards de dollars par an. "Les pays sont prêts pour une nouvelle ambition en matière d'adaptation, et sont également prêts pour un financement à grande échelle pour l'adaptation", a déclaré Ban Ki-moon. Un récent rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a averti qu'une aggravation majeure des impacts



climatiques surviendrait une décennie plus tôt que prévu, avec des changements sans précédent et certains irréversibles.

Le monde a d'ores et déjà été confronté cette année à des événements climatiques extrêmes: incendies spectaculaires en Grèce et en Turquie, feux de forêt en Sibérie et en Californie, famine à Madagascar, inondations exceptionnelles en Chine et en Allemagne, canicule record au Canada, etc.

Des ONG réclament le report de la COP26 sur le climat de novembre

Les ONG climat ont réclamé, mardi, le report de la conférence climat de l'ONU COP 26, estimant "impossible" la tenue d'une réunion "juste et inclusive" à Glasgow (Écosse) en novembre.

"Avec seulement deux mois d'ici l'échéance, il est évident qu'une conférence mondiale sur le climat sûre, inclusive et

juste est impossible, étant donné l'échec à soutenir l'accès aux vaccins à des milliers de personnes dans les pays pauvres, les coûts en hausse des voyages et du logement et de l'incertitude sur l'évolution de la pandémie de Covid-19", écrit le Climate Action Network, qui regroupe quelque 1.500 ONG dont Greenpeace, WWF, Action

Aid, Oxfam ou encore Amnesty international. "Une COP en personne début novembre exclurait de facto de nombreux délégués des gouvernements, militants de la société civile et journalistes, en particulier des pays du Sud dont beaucoup sont sur la +liste rouge+ Covid du Royaume-Uni", poursuivent les organisations dans un com-

munié, dénonçant cette "exclusion" dans des discussions sur des sujets capitaux pour l'avenir de l'humanité, en particulier pour les pays les plus pauvres, en première ligne contre le réchauffement climatique. "Cet appel au report de la COP26 ne signifie en aucun cas un report des actions climatiques urgentes ni un boycott des discussions climat", précise le groupe.

Fin juin, le gouvernement britannique, en charge de cette COP26 qui doit rassembler des milliers de personnes du 31 octobre au 12 novembre, et l'ONU avaient annoncé qu'ils allaient faciliter l'accès à la vaccination contre le Covid-19 pour les participants qui le souhaitent.

"La COP26 a déjà été reportée d'un an et nous ne savons que trop bien que le changement climatique ne prend pas de vacances", a commenté le président de la COP26 Alok Sharma.

VENEZUELA

Nouveau cycle de négociations fin septembre à Mexico

Le gouvernement vénézuélien et l'opposition se réuniront à nouveau du 24 au 27 septembre à Mexico, a annoncé lundi soir le représentant du pouvoir aux négociations conjointes qui viennent de s'achever au Mexique.

"Rendez-vous le vendredi 24, le samedi 25, le dimanche 26 et le lundi 27 ici à Mexico pour aborder les autres points établis", a déclaré Jorge Rodriguez, chef du parlement vénézuélien et homme de confiance du président Nicolas Maduro, en clôturant un cycle de quatre jours de négociations sous les auspices de la Norvège.

"Nous avons convenu que le premier des deux points à l'ordre du jour du prochain round de négociations sera le système judiciaire au Venezuela, une question profonde et complexe, mais sur laquelle nous devons commencer la réinstitutionnalisation démocratique du pays", a de son côté déclaré le chef de la délégation de l'opposition, Gerardo Blyde.

Selon un communiqué conjoint publié par la délégation norvégienne, un premier accord a été conclu entre les parties afin "d'établir des mécanismes de restauration et de garantie des ressources répondant aux besoins de la population, avec un accent particulier sur les effets de la pandémie de Covid-19, y compris celles provenant des organisations multilatérales auxquelles la République a droit".

Un second accord porte sur une reconnaissance de la "souveraineté du Venezuela sur la Guyane Esequiba", la partie occidentale de la Guyane située entre la frontière reconnue entre les deux pays et le fleuve Essequibo.

L'Esequiba est une zone de 159.500 kilomètres carrés riche en ressources naturelles revendiquée par le Venezuela depuis 1897.

"Il est de très bon augure que notre première journée de discussion formelle nous ait conduits à la signature de deux accords d'une telle importance (...) Même si c'était dur, même si nous avons eu une confrontation d'idées, comme cela

arrive dans toute démocratie, et même si c'était une expression ferme de ce que chacun de nous pensait, nous avons pu le faire dans un climat d'empathie, même dans un climat de cordialité, et nous avons aussi pu travailler ensemble", a poursuivi Jorge Rodriguez. Gerardo Blyde a admis que "ce processus" de négociations "va être long et difficile".

Il a confirmé que deux accords ont été conclus : "un premier accord qui très important sur la protection sociale du peuple vénézuélien, qui met en place une plateforme nationale d'assistance sociale qui travaille sur tout ce qui concerne le soutien et la recherche de solutions, de ressources et d'efforts dans les domaines de la santé et de l'alimentation, et évidemment dans le domaine de la vaccination contre le Covid".

"L'Essequibo appartient aux Vénézuéliens, l'Essequibo est à nous, il ne peut y avoir aucune différence en ce qui concerne la défense de notre territoire et de notre souveraineté", a-t-il ajouté.

Aucune indication n'a par ailleurs été donnée sur le fond, autrement dit le fait que Caracas cherche à obtenir la levée des sanctions économiques imposées par Washington, tandis que l'opposition souhaite la tenue d'élections libres et transparentes.

M. Maduro a prévenu dimanche que ces négociations ne déboucheraient pas sur "l'impunité", ce qui est interprété comme un avertissement à l'opposant Juan Guaidó, ancien chef du Parlement qui s'est autoproclamé président en 2019 et fait face à de multiples accusations au Venezuela.

Le dialogue se tient avant les élections des gouverneurs et des maires de novembre, auxquelles les principaux partis politiques d'opposition participeront, rompant ainsi un boycott électoral de trois ans.

AP3

CORÉE DU SUD

La Corée du Sud a lancé son premier missile mer-sol balistique (média)

La Corée du Sud a effectué un tir d'essai d'un missile mer-sol balistique stratégique (MSBS) de sa propre fabrication, a annoncé mardi l'agence de presse sud-coréenne, soulignant la volonté de Séoul de renforcer sa défense contre le Nord doté de la puissance nucléaire. L'Agence sud-coréenne pour le développement de la défense a procédé la semaine dernière à des essais de lancement de MSBS depuis un nouveau sous-marin de 3.000 tonnes développé localement et équipé de six tubes de lancement verticaux, a rapporté Yonhap, citant des sources militaires anonymes. Ce MSBS serait une variante du missile balistique sud-coréen Hyunmoo-2B, avec une portée de 500 km, et il sera produit en nombre après une nouvelle série d'essais, ajoute l'agence de presse.

Pyongyang cherche aussi depuis longtemps à développer une technologie de MSBS et a exhibé quatre missiles de ce type lors d'un défilé militaire sous les yeux du dirigeant Kim Jong Un en janvier, le média d'Etat KCNA parlant d'"armes les plus puissantes au monde". Mais lorsque Pyongyang a publié des photos de tirs sous-marins, les observateurs y ont vu des lancements depuis une plateforme immobile ou une barge submersible plutôt que depuis un sous-marin.

Avec l'essai de la semaine dernière, la Corée du Sud rejoint le cercle restreint des pays possédant la technologie des MSBS.

Lundi, Séoul a alloué près de 1.500 milliards de wons (1,1 milliard d'euros) à la recherche et développement militaire dans un projet de budget 2022 transmis au Parlement. S'il est adopté, cela représentera une augmentation de 76% du budget recherche de l'Administration du programme d'acquisition de la Défense, qui sera utilisé pour "développer activement des technologies d'avant-garde et d'avenir", selon un communiqué de presse.

Pyongyang cherche aussi à améliorer sa force sous-marine. En janvier, Kim Jong Un a annoncé devant le congrès du Parti des travailleurs que la Corée du Nord avait achevé les plans d'un sous-marin à propulsion nucléaire. Il faudra certainement des années pour mettre un tel engin en service, mais les experts estiment qu'il s'agirait d'un étape stratégique qui changerait la donne, permettant à Pyongyang de lancer une attaque surprise depuis la mer, même en cas de destruction de ses forces terrestres. En 2019, des photos de M. Kim à côté d'un bâtiment gigantesque ont été publiées à l'occasion de l'inspection d'un nouveau sous-marin. Les médias d'Etat assuraient qu'il s'agit de celui-ci serait prochainement déployé en mer, sans donner de détails sur ses capacités.

JAPON

Un groupe de pression du monde des affaires appelle à exempter les voyageurs vaccinés de quarantaine

Le plus grand groupe de pression du monde des affaires au Japon, la Fédération des organisations économiques japonaises (Keidanren), a exhorté lundi le gouvernement à examiner au plus vite la possibilité d'exempter de quarantaine tous les voyageurs arrivant de l'étranger qui seraient entièrement vaccinés contre la COVID-19, et de réduire la période de quarantaine actuelle de 14 à moins de dix jours, a rapporté lundi la presse locale. Masakazu Tokura, président du Keidanren, a soumis ces propositions au Premier ministre japonais Yoshihide Suga, soulignant que dès que la récente augmentation des cas de COVID-19 se serait atténuée, le gouvernement devrait prendre des mesures proactives pour relancer l'activité économique et sociale dans le pays. Le Keidanren a également déclaré que le traitement des patients atteints de COVID-19 ne devait pas être limité aux hôpitaux et cliniques désignés, et que les pharmacies devaient être autorisées à vendre des kits de test de dépistage simples approuvés par le ministère de la Santé. M. Tokura a indiqué lors d'une conférence de presse qu'il avait donné que plus de 80 % de la population japonaise serait complètement vaccinée dans les deux prochains mois - ce qui permettra sans doute au taux de cas graves de diminuer de manière significative - le Japon devant recentrer ses efforts sur la recherche d'un équilibre entre mesures visant à freiner la propagation des infections et reprise des activités socio-économiques.

ARTISTE - DÉCÈS

Décès de Hadj Smaïn, grand acteur de cinéma et de théâtre algériens

Le grand acteur de cinéma et de théâtre Hadj Smaïn Mohamed Seghir est décédé lundi matin aux Etats-Unis d'Amérique à l'âge de 89 ans, après un riche parcours artistique, a indiqué le président de l'association artistique et cinématographique "Adwaa".

"Le grand acteur de cinéma et de théâtre algériens est décédé aux Etats-Unis d'Amérique où il était parti pour une visite familiale", a précisé M. Rabia Omar.

Né en 1932 à Constantine, Hadj Smaïn avait fait ses débuts avec la troupe de théâtre "Alf Leila Wa Leila" auprès d'El Ammouchi et Cherif Chouaïb.

Il fait parti des pionniers à avoir posé les jalons du quatrième Art en Algérie.

Outre le théâtre, le défunt avait présenté des émissions radiophoniques et participé à des films algériens avant de retourner en 1978 à Constantine pour être nommé directeur de son théâtre régional à la tête duquel il resta 16 années.

Durant cette période, il mis en scène la pièce "Er-rafd" (Le Rejet) en 198 puis "Es-sakhra" (Le Rocher) en 1983 ainsi de d'autres pièces théâtrales. Dans le cinéma, le défunt compte

participations à de célèbres films tels que "La bataille d'Alger" du réalisateur italien Giulio Pontecorvo, "Le vent des Aurès", "Les chroniques des années de braise", "La dernière image" de Mohamed Lakhdar Hamina et "Patrouille vers l'Est" de feu Amar Laskri. "Les aventures d'un héros" de Merzak Allouache, "Suicide" de Mustapha Badie, "Cri de pierre" de Bouguerrouh et "Les enfants de novembre" de Moussa Haddad sont d'autres oeuvres de la filmographie de Hadj Smaïn.

Le défunt avait brillé également par son interprétation dans les pièces "La vie est un songe" de Pedro Calderon de la Barca, "Roses rouges pour moi", adapté par Allal El Moheb d'après une oeuvre de Chean O'Casey et "Ivan Ivanovic" de Nazim Hikmet, réalisé par Mustapha Kateb, et d'autres œuvres artistiques.



CINÉMA

Décès à Paris de l'acteur français Jean-Paul Belmondo



L'acteur Jean-Paul Belmondo, monstre sacré du cinéma français, est décédé lundi à son domicile à Paris à l'âge de 88 ans, a annoncé son avocat à l'AFP.

"Il était très fatigué depuis quelque temps. Il s'est éteint tranquillement", a précisé son avocat, Me Michel Godest.

Celui qui était surnommait "Bébel" a tourné dans 80 films et laisse derrière lui des rôles inoubliables, dont celui de jeune premier dans "A bout de souffle" ou encore pendu à un hélicoptère au-dessus de Venise dans "Le guignolo".

SLOVÉNIE

La justice enjoint au gouvernement de financer l'agence de presse nationale



La Cour suprême slovène a enjoint lundi au gouvernement conservateur de Janez Jansa de verser son dû à l'agence de presse nationale STA, privée depuis plusieurs mois de financements sur fond de

critiques de sa ligne éditoriale. Le Premier ministre, allié du souverainiste hongrois Viktor Orban, a instauré depuis son retour au pouvoir au printemps 2020 un climat de défiance envers la presse dans ce pays de 2 millions d'habitants. Malgré les mises en garde répétées de Bruxelles, il a gelé les fonds de l'agence slovène, qu'il a qualifiée de "honte nationale" pour son jugé trop critique, et réclamé le départ de son responsable Bojan Veselinovic. La direction de STA, dont la survie et le paiement des salaires des 90 employés sont menacés, a décidé de porter l'affaire en justice et a obtenu lundi gain de cause. "Le service public de STA doit être financé par son fondateur", à savoir le gouvernement, a énoncé la plus haute juridiction du pays dans sa décision. Début juillet, alors que la Slovanie prenait la présidence semestrielle de l'UE, la présidente de la

Commission Ursula von der Leyen avait fait part de ses "inquiétudes". Elle avait alors appelé M. Jansa à garantir la liberté de la presse et à "trouver une solution rapide pour débloquer les fonds" de STA. L'agence, créée en 1991 quand le pays a quitté l'ancienne fédération yougoslave, reçoit habituellement une aide publique de deux millions d'euros chaque année mais n'a rien reçu au titre de 2021. "Nous espérons que la décision de la Cour suprême va contribuer à la reprise immédiate par le gouvernement du versement des fonds", a réagi M. Veselinovic. Il doit rencontrer mardi le président Borut Pahor et un responsable gouvernemental pour tenter de régler ce conflit. Des organisations de journalistes slovènes avaient lancé au printemps une collecte de soutien à STA, qui avait permis de réunir un peu plus de 270.000 euros.

CHINE

La 11^e édition du Festival international du film de Pékin s'ouvrira le 21 septembre



La 11^e édition du Festival international du film de Pékin aura lieu du 21 au 29 septembre avec une projection de près de 300 films, selon les organisateurs. Les invités à la cérémonie d'ouverture sur le tapis rouge au lac Yanqi, dans l'arrondissement de Huirou, seront transportés en métro suburbain, passant par quelques beaux paysages dans le nord-est de Pékin. De plus, des invités de l'étranger participeront à l'événement et aux interactions en ligne en raison des restrictions liées au contrôle et à la prévention de la COVID-19. Une plateforme de streaming en ligne, iQiyi, lancera un festival du film en réseau, permettant ainsi au public de regarder les films en ligne.

APS

ORAN Installation d'une directrice par intérim du CRASC

La docteure Mouloudji Soraya a été installée, lundi, en qualité de directrice par intérim du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran, en remplacement du Dr. Djillali Mestari, dont il a été mis fin à ses fonctions, a-t-on appris de cette établissement de recherche.

La cérémonie d'installation a eu lieu en présence de deux responsables de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), représentants du ministre de l'enseignement scientifique et de la recherche scientifique, selon la même source.

Pour rappel, Dr Mouloudji Soraya était une chercheuse permanente au CRASC, titulaire d'un doctorat en traduction et anthropologie.

Elle occupait plusieurs postes au niveau du centre, dont celui de chef



de département des relations extérieures et de la valorisation de la recherche, puis sous directrice chargée de la recherche scientifique.

Il est à noter que le CRASC est un établissement national de recherche scientifique, fondé en 1992, et s'intéresse à la

recherche dans les questions liées à l'anthropologie sociale et culturelle par le biais de ses différents laboratoires.

ESPACE

La Nasa confirme que son rover sur Mars a prélevé son premier échantillon de roche

L'agence spatiale américaine a confirmé que son rover Perseverance avait réussi à prélever son premier échantillon de roche sur Mars.

"Je l'ai!", a tweeté la Nasa dans les premières heures de lundi, avec une photo de l'échantillon.

L'agence spatiale avait dit la semaine dernière qu'elle pensait avoir réussi ce prélèvement, mais l'incertitude persistait car les photos prises par le rover étaient peu concluantes en raison du manque de luminosité.

L'engin a donc dû reprendre des clichés.

"Avec une meilleure lumière sur le fond du tube de collecte,

vous pouvez voir que l'échantillon de roche que j'ai collecté est toujours là", a dit la Nasa dans son tweet.

Prochaine étape: reboucher le tube et le stocker.

La Nasa a choisi une roche de la taille d'un porte-documents, baptisée "Rochette".

Perseverance avait échoué lors de sa première tentative de prélever un morceau de roche sur Mars en août, la pierre étant trop friable.

Le module, qui fait la taille d'un gros SUV, s'est posé le 18 février dans le cratère de Jezero, dont les scientifiques pensent qu'il abritait un profond lac il y a 3,5

milliards d'années. Un environnement qui aurait pu créer les conditions nécessaires à une vie extraterrestre.

Son objectif: chercher des signes de vie ancienne, comme des traces de vie microbienne fossilisées dans les roches, mais aussi mieux comprendre la géologie martienne.

La Nasa prévoit une mission chargée de ramener une trentaine d'échantillons sur Terre, dans les années 2030, afin qu'ils soient analysés par des instruments bien plus sophistiqués que ceux pouvant être apportés sur Mars à l'heure actuelle.

INTERNET

Brésil: décret de Bolsonaro pour limiter la modération des réseaux sociaux

Le président brésilien Jair Bolsonaro a pris lundi un décret qui modifie les règles de la modération de contenu sur les réseaux sociaux et pourrait, d'après les critiques, entraver le combat contre la désinformation.

Le décret, à effet immédiat mais qui doit être entériné par le Congrès pour qu'il ait force de loi, vise à combattre "la suppression arbitraire et injustifiée de comptes, profils et contenus par les fournisseurs", explique le secrétariat à la Communication du gouvernement.

Le président d'extrême droite, qui s'est déjà fait retirer des contenus pour diffusion de fausses informations sur le Covid-19, qualifie

de "censure" la suspension de comptes ou la suppression de contenus que les plateformes ont appliquées à son encontre et à celle de certains de ses partisans.

La nouvelle disposition établit une série d'hypothèses pour lesquelles il y aurait un "juste motif" pour supprimer des contenus ou suspendre des utilisateurs (par exemple la commission de délits, de violences) et impose de nouveaux protocoles aux plateformes pour appliquer ces suspensions.

"Cette mesure provisoire limite de manière significative la capacité de restreindre les abus sur nos plateformes", a réagi un

porte-parole de Facebook. Le réseau social "est en ligne avec l'expression de plusieurs spécialistes et juristes, qui affirment que la proposition viole les droits et les garanties constitutionnels".

Alessandro Molon, député d'opposition et rapporteur du texte cadrant la pratique d'internet au Brésil (MCD), en vigueur depuis 2014, a assuré qu'il préparait un recours en justice pour invalider le décret présidentiel.

"Son objectif n'est pas de protéger la liberté d'expression, le MCI le fait déjà.

Ce qu'il veut, c'est empêcher que la désinformation et le discours de haine que ses partisans et lui disséminent continuent

à être retirés des plateformes", a dit le parlementaire.

Jair Bolsonaro a pris ce décret à la veille d'une journée qui s'annonce tendue: le chef de l'Etat a appelé ses sympathisants à manifester dans les principales villes du pays ce mardi 7 septembre, jour de la fête nationale, et des flambées de violence pourraient survenir en cas de rencontre avec des manifestants anti-Bolsonaro.

Mal en point dans les sondages, où il est largement distancé par l'ex-président de gauche Luiz Inácio Lula da Silva dans les intentions de vote pour l'élection de 2022, l'ancien capitaine de l'armée joue son va-tout mardi.

CYBERATTAQUES

Ethiopie : les tentatives de cyberattaques ont plus que doublé l'année écoulée

L'Ethiopie a enregistré plus de 2.800 tentatives de cyberattaques au cours de l'exercice 2020-2021 du gouvernement éthiopien, qui vient de s'achever, ce qui représente une augmentation alarmante de ces attaques, a estimé lundi un responsable éthiopien.

Ce chiffre représente plus qu'un doublement par rapport aux 1.080 tentatives de cyberattaques comparables enregistrées au cours de l'exercice précédent, a rapporté la société d'Etat Fana Broadcasting Corporate citant des responsables de l'Agence éthiopienne de sécurité des réseaux d'information.

Observant que la plupart des cyberattaques ciblant l'Ethiopie avaient été déjouées avant de pouvoir causer des dégâts significatifs, l'agence a invité les entreprises et entités à renforcer leurs systèmes de cybersécurité afin de contenir les futures tentatives.

L'Ethiopie a entrepris actuellement une campagne visant à mettre à niveau son infrastructure de services essentiels et son administration, qui étaient encore dans une large mesure assurés de manière traditionnelle, en misant principalement sur les cybertechnologies.

NIGERIA

Les autorités coupent les réseaux mobiles dans un Etat du Nord-Ouest

L'autorité de régulation des télécoms du Nigeria a demandé aux opérateurs de suspendre, pour des raisons de sécurité, tous les services de téléphonie mobile dans l'Etat septentrional de Zamfara, miné par la violence de gangs criminels.

Ces gangs, désignés localement sous le terme de "bandits", y ont à nouveau enlevé mercredi 73 écoliers, dernier kidnapping en date d'une longue série dans des établissements scolaires et universitaires du Nord-Ouest du Nigeria.

La "situation sécuritaire dans l'Etat de Zamfara nécessite une coupure immédiate de tous les services de télécommunications (...) pour deux semaines", fait savoir vendredi aux opérateurs de télécommunications la Commission nigériane des Communications.

"Cela vise à permettre aux agences de sécurité compétentes de mener les actions nécessaires pour répondre au défi sécuritaire dans l'Etat", écrit l'autorité de régulation dans une lettre adressée aux opérateurs.

Dans une autre lettre datée de vendredi le cabinet du gouverneur de l'Etat demande au ministère nigérian de la Communication, "une coupure temporaire des réseaux de téléphonie mobile".

"L'un des obstacles les plus importants dans la lutte contre le banditisme est celui des informateurs qui utilisent les réseaux mobiles pour communiquer aux bandits les mouvements de troupes", y explique le cabinet du gouverneur.

"Les bandits tirent aussi avantage des réseaux (mobiles) pour coordonner leurs attaques".

Dans le seul Etat de Zamfara, près de 125.000 personnes ont fui leur domicile en raison de l'aggravation de la violence, selon l'ONU.

Un représentant d'une ONG internationale présente dans l'Etat a indiqué qu'il ne pouvait plus joindre au téléphone ou via internet ses équipes sur le terrain.

Une série de restrictions ont été récemment mises en place dans l'Etat de Zamfara, mais aussi dans ceux voisins de Katsina, Kaduna et Sokoto, également théâtres d'attaque de "bandits".

Dans plusieurs zones, les marchés au bétail hebdomadaires ont été suspendus, le transport d'animaux temporairement interdits et les ventes de carburant plafonnées.

Le choix de ces mesures n'a pas été officiellement expliqué, mais les "bandits" se déplacent souvent à motos et se livrent, outre le kidnapping, au vol de bétail, revendu sur les marchés.

BOXE - USA

Holyfield, qui n'a pas boxé depuis 2011, rencontrera finalement Belfort

L'ancien roi des poids lourds Evander Holyfield, bientôt 59 ans, qui n'a plus disputé de combat de boxe depuis plus de dix ans, rencontrera finalement le Brésilien Vitor Belfort, 44 ans, star encore active du MMA (arts martiaux mixtes) pour une exhibition, samedi en Floride.

Il supplée sur le ring Oscar De La Hoya, 48 ans, ex-champion du monde dans six catégories différentes, des super-plumes au moyens, qui devait lui aussi sortir de sa retraite, mais a dû déclarer forfait après avoir contracté le Covid-19 et été hospitalisé.

Cette soirée-exhibition se tiendra en Floride, car les autorités de la boxe en Californie, où il devait avoir lieu, au Staples Center de Los Angeles, n'ont en effet pas autorisé la tenue de l'événement dans cet Etat.

Holyfield avait posté en août un message sur Instagram où il affirmait s'entraîner durement depuis plusieurs mois.

Après ce combat, qui devrait se dérouler le temps de huit reprises de 2 minutes, pourraient se profiler des retrouvailles avec un autre ex-roi des lourds, l'Américain Mike Tyson, aujourd'hui âgé de 55 ans, lui aussi remonté sur le ring en novembre 2020 contre Roy Jon es Jr.

US OPEN

Djokovic se fait des frayeurs mais passe en quart

Novak Djokovic, en quête d'un Grand Chelem calendaire historique, a encore dû s'employer lundi pour passer en quarts de l'US Open, en battant 1-6, 6-3, 6-2, 6-2 Jenson Brooksby (99e) qui lui a posé énormément de problèmes pendant un set et demi.

Comme aux 1er et 3e tours, le N.1 mondial a perdu un set, le premier, passant totalement à côté de son entame de match, avec une pelletée d'erreurs directes (41 au total), souvent provoquées par les coups de canon de son adversaire âgé de 20 ans, dont le style baroque, notamment en revers, semblait illisible pour le Serbe.

"Nole" a réagi dans la deuxième manche qui a atteint des sommets d'intensité dans le jeu, au moment de devoir confirmer le break (3-1) qu'il venait de réussir.

Vingt minutes durant, les deux joueurs se sont rendus coup pour coup, avec une violence parfois inouïe, offrant une succession de points exceptionnels, accueillis par des vivats toujours plus forts du public du Arthur Ashe.

Un vent de sidération a soufflé quand Brooksby a réussi à débiter sur sa sixième opportunité.

Son illustre rival semblait alors perdu sur le court.

Mais mieux que personne, sur la pl anète tennis, Djokovic sait se reconcentrer et se remettre dans un match au milieu des ouragans contraires.

Et après une autre grosse bataille, marquée par d'incessants rallyes, il a repris le service de l'Américain, non sans le foudroyer d'un regard guerrier en repartant sur sa chaise.

Après une rapide pause vestiaire et l'absorption d'un comprimé donné par un médecin, le Serbe a encore su élever son niveau de jeu, face à cet adversaire déroutant qui venait de confier à son camp ne "plus pouvoir bouger", guère habitué qu'il est à livrer de telles batailles en Grand Chelem.

Un peu de répit enfin pour "Djoko" vainqueur en presque trois heures, toujours en quête de son meilleur tennis et qui donne l'impression de surtout lutter avec lui-même depuis le début du tournoi.

Mercredi, il aura pour adversaire l'Italien Matteo Berrettini (8e), demi-finaliste en 2019, qui a lui vaincu 6-4, 3-6, 6-3, 6-2 Oscar Otte (144e). Et il le connaît bien, pour l'avoir battu en finale de Wimbledon en juillet.

APS

7^E ÉDITION DES JEUX MILITAIRES INTERNATIONAUX L'Algérie prend la 4^e place en Russie

La sélection nationale militaire dans la spécialité "Section Aéroportée" a terminé à la 4e place par équipes lors de la 7e édition des Jeux Militaires internationaux organisés du 22 août au 2 septembre en Fédération de Russie, a indiqué lundi, un communiqué du ministère de la Défense nationale.



L'équipe nationale militaire a démontré lors de cette compétition "une grande volonté en se classant la 4e place par équipes derrière la sélection russe en première position, suivie de celles de la Chine et du Kazakhstan à la 2e place et la sélection Biélorusse en troisième position".

précise la même source.

En outre, La sélection nationale militaire a décroché le prix de "l'esprit solide de la section", le prix du "meilleur tireur de lance roquette RPG-7", le prix de "l'esprit solide des meilleurs participants", ainsi que trois médailles pour la contribution au développement

des Jeux militaires, quatre médailles pour le renforcement de la cohésion au combat et le prix de "l'esprit solide", remis à l'équipe nationale militaire par le ministère de la Défense russe, souligne le communiqué.

La sélection nationale militaire a regagné dans la soirée de dimanche le

territoire national à l'issue de sa 4e participation consécutive dans la spécialité "Section Aéroportée".

La délégation a été accueillie à son arrivée à la base Aérienne de Boufarik en première Région Militaire par des hauts cadres de l'Armée nationale populaire.

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE TENNIS DE TABLE L'Algérie (doubles messieurs) éliminée en demi-finale

Le double messieurs algérien de tennis de table, composé de Sami Kherouf et Mohamed Sofiane Boudjadja a été éliminé par son homologue d'Egypte (Ahmed Saleh/Khalid Assar) sur le score de (4-0), lundi en demi-finale des Championnats d'Afrique (messieurs et dames) qui prennent fin, mardi avec les finales simples messieurs et dames. Face à des Egyptiens très coriaces, la paire Kherouf/Boudjadja s'est inclinée sur le score (6-11, 9-11, 7-11, 7-11).

La finale de l'épreuve est revenue aux Nigériens Aruna Quardi/Bode Abiodun, vainqueurs des Egyptiens sur le score de 4-2 (6-11, 11-9, 13-11, 9-11, 11-3 et 11-6).

En simples, les pongistes algériens messieurs et dames n'ont pas



dépassé le cap des 8es de finales. Mohamed Sofiane Boudjadja a été écarté par l'Egyptien Mohamed Shouman (4-0), Sami Kherouf par l'autre égyptien Khalid Assar (4-2) et Abdelbasset Chaichi a perdu face au Nigérian Olajide Omotaya (4-0).

Chez les dames, Lynda Loghraïbi a été éliminée en 8es par la Tunisienne Maram Zoghhlami (4-3), Katia Kessaci par l'Égyptienne

Mariam Alhodaby (4-0) et Widad Nouari écartée par l'Égyptienne Youssra Helmy (4-0).

Le chemin de Hiba Feredj s'est arrêté en revanche au tour face à l'Ougandaise Amaniyo Flavia 4-0.

Pour rappel, l'Algérie avait pris la 3e position par équipes après sa victoire sur le Togo (3-0), assurant du coup, sa qualification aux Championnats du Monde prévus en 2022 en Chine, alors que les dames (Lynda Loghraïbi, Katia Kessaci et Hiba Feredj) ont pris la 5e position en battant l'Afrique du Sud (3-0).

Il est à rappeler que l'Algérie avait pris part aux Championnats d'Afrique de tennis de table à Yaoundé avec quatre athlètes messieurs et autant en dames.

TENNIS DE TABLE (ITTF - ELECTIONS)

La Suédoise Petra Sorling seule candidate à la présidence

La Suédoise Petra Sorling, actuellement vice-présidente de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) en charge des finances, sera l'unique candidate à la présidence de l'instance lors des prochaines élections prévues en novembre 2021 à Houston, a indiqué l'ITTF sur son site officiel.

Pour la première fois depuis sa création, l'instance internationale de la discipline (ITTF) devrait être présidée par une femme qui remplacera le président sortant, l'Allemand Thomas Weikert qui a renoncé en août dernier à solliciter un nouveau mandat, après avoir perdu la

confiance du comité exécutif et s'est même vu retirer son pouvoir de décision. Thomas Weikert était devenu président de l'ITTF en 2014, après le retrait du Canadien Adham Sharara.

Il avait ensuite été confirmé dans son rôle lors d'une élection organisée en 2017.

Membre du comité exécutif de l'ITTF depuis 2009, Petra Sorling se retrouvera face à un terrain totalement dégagé.

Elle deviendra la troisième femme à présider une fédération internationale d'un sport olympique d'été, après l'Espagnole Marisol Casado (tria thlon) et la Suédoise Annika Sören-

tam (golf), lors du Congrès annuel de l'instance, prévu à Houston, aux Etats-Unis, en marge des Mondiaux de tennis de table.

Outre la candidature au poste de président, l'ITTF a publié la liste des postulants aux différents postes officiels au sein de l'instance mondiale.

Ils sont 17 candidats, notamment, à viser un siège de vice-président exécutif, suite à un processus de vérification par le Comité des nominations de l'ITTF des nommés proposés par leur association membre respective de l'ITTF.

Les 17 postulants dont deux africains, le Nigérian Wahid Oshodi et

l'Égyptien Alaa Meshref, seront en course pour 8 postes au sein de l'exécutif de l'ITTF.

Les membres de l'ITTF voteront pour élire les neuf membres du Comité exécutif de l'ITTF dont le président lors de l'Assemblée générale annuelle de l'ITTF, prévue le 24 novembre 2021 à Houston (Etats-Unis), pour un mandat de quatre ans.

Les neuf membres élus rejoindront le président de la commission des athlètes de l'ITTF, Zoran Primorac (Croatie) et le membre du CIO Ryu Seungmin (Corée du Sud) pour former le comité exécutif complet de l'ITTF.

PARALYMPIQUE 2020 Belle moisson de médailles pour l'Algérie à Tokyo

Les athlètes algériens ont décroché 12 médailles (4 or, 4 argent et 4 bronze) aux Jeux paralympiques de Tokyo, qui ont pris fin dimanche, terminant à la 29e position sur 86 pays classés au tableau final des médailles, dominé, comme prévu, par la Chine, pour la cinquième édition de rang.

Pour cette 8e participation de suite, les athlètes paralympiques algériens, de para-athlétisme, judo et para-powerlifting, ont été encore une fois, à la hauteur d'un événement très spécial qui s'est déroulé dans des conditions particulièrement inhabituelles, avec des mesures sanitaires draconiennes imposées à tous les présents, en raison de la pandémie du Covid-19.

En plus des douze médailles, pas facile à récolter pour plusieurs raisons dont une préparation loin d'être à la hauteur du rendez-vous, les représentants algériens ont eu le mérite de réaliser deux records du monde sur un total de 67 battus à Tokyo, deux records des Jeux et quatre records d'Afrique, en plus des performances personnelles.

Les Jeux ont permis également l'émergence de quelques noms qui feront mal à l'avenir à l'image d'Abdekarim Kraï (1500 m/T13), Walid Ferhah (poids/F32), Ahmed Mehdi (Club/F32), Mohamed Nadjib Amchi (poids/F32), Salah Khelaïfia (100m/T13) et Athmani Skander-Djamil (100m et 400m/T13).

Athmani Skander-Djamil, découverte des Jeux...

La palme d'or revient à Athmani Skander-Djamil, auteur de deux médailles pour ses premiers Jeux qu'il a entamé avec un argent au 100m (classe T13), ratant d'un dixième de seconde l'or, après avoir couru la course en 10.54, derrière le détenteur du titre l'Irlandais Smyth Jason (10.53).

L'Algérien récidive, quatre jours après, avec cette fois-ci, le titre suprême du 400m, remporté non seulement haut la main, devant le champion en titre et recordman de l'épreuve (46.92), le Marocain Mohamed Amguoun, mais avec à la clé, un nouveau record du monde de

l'épreuve (46.70).

"C'est mon premier titre international. Faire entonner l'hymne national dans un rendez-vous aussi prestigieux était mon rêve le plus cher.

Je dédie ses titres au peuple algérien et à tout les gens qui ont cru en mon potentiel et m'ont encouragé tout au long de ma carrière", a déclaré le double médaillé des Jeux de Tokyo.

Sa compatriote Safia Djelal a confirmé de son côté son statut de grande spécialiste des concours, en décrochant l'or au poids, classe (F57), ponctué par un record du monde de la spécialité (11.26 mètres).

La native de Batna a étoffé ainsi son palmarès international déjà riche de onze médailles dont cinq titres suprêmes.

Toute en larmes lors de la cérémonie remise des médailles, Djelal n'a pas pu trouver les mots pour exprimer sa joie.

"J'ai souffert, trop souffert même (...) pour moi, cette médaille est la plus importante de ma carrière qui est pourtant riche en consécutions.

Durant ce mandat, on a connu beaucoup de turbulences et de problèmes que nous espérons ne plus revivre à l'avenir", a-t-elle indiqué.

L'autre titre algérien des Jeux a été l'œuvre de l'athlète Asmahane Boudjadar qui s'est distinguée au poids (F33) avec une médaille d'or et un record des jeux (7.10 mètres), distançant ses premières concurrentes de 38 centimètres.

Cependant, c'est la consécration en or de la judokate Abdellaoui Cherine qui a montré la voie à ses compatriotes, puisque c'était le premier titre paralympique algérien à Tokyo.

Elle a confirmé tout son talent devant des adversaires pourtant mieux préparés, en



remportant avec l'art et la manière ses matchs par Ippon.

"Je tenais à cette médaille pour laquelle, j'ai sacrifié beaucoup de choses. Gagner de cette manière est quelque chose de grandiose. Depuis les Jeux de Rio-2016, j'ai travaillé dur tout en progressant. Le man que de tournois de préparation me faisait énormément peur, mais, j'avais cette envie de ne pas décevoir, tout ceux qui étaient derrière moi et me soutenaient à chaque sortie.

Je dédie cette médaille d'or au Président de la République, à mon public et au peuple algérien", a indiqué Abdellaoui toute contente de sa seconde médaille après le bronze à Rio 2016.

Les quatre médailles d'or algérienne (trois en para-athlétisme et une en judo) n'enlève rien au mérite des autres athlètes médaillés en argent et ou en bronze qui ont réalisé un parcours honorable.

Le bilan de la participation algérienne à Tokyo reste cependant le moins bon depuis l'édition 2004 à Athènes.

L'Algérie pouvait espérer une meilleure place dans le classement final des Jeux de Tokyo, malheureusement plusieurs athlètes pourtant habitués aux podiums sont passés à côté de l'événement.

Ainsi, Nassima Saifi (disque F57) a été déçue de son titre, en se contentant de la médaille d'argent (30.81 mètres), elle qui

était imbattable depuis les Mondiaux 2011 et détient le record du monde (35.76 mètres) depuis 2019.

Abdellatif Baka (T13), Samir Nouioua (T46), aussi déçus de leurs titres sur le 1500m.

S'ajoutent à ceux là, Mohamed Berrahal (F51), un habitué des podiums, mais qui est revenu bredouille sur le 100m et 200m, tout comme Lahouari Bahlaz, détrôné de son titre au poids (F32).

Au delà des résultats obtenus, il faudra retenir l'émergence des athlètes comme Abdekarim Kraï (argent au 1500 m/T13), avec un record d'Afrique (4:3.07), Walid Ferhah (bronze au Club/F32) et un record d'Afrique (35.34 mètres) et Nadjet Bouchref (CLUB/F51) qui s'est contentée d'un record africain (13.01m).

Les sports collectifs encore à la traîne

Si les sports individuels ont été une nouvelle fois au rendez-vous, ce n'est pas le cas pour les deux sports collectifs (handi-basket - messieurs et dames - et le goalball - messieurs) dont la participation a été une copie conforme de la précédente à Rio de Janeiro en 2016 où elles avaient terminé aux dernières loges.

A Tokyo comme à Rio, les équipes algériennes n'ont pas pu rivaliser avec les meilleures nations. Que ce soit en basket (messieurs et dames) ou en

goal-ball (messieurs), l'apprentissage a été très douloureux, d'où une évaluation objective et une nouvelle approche sont devenues plus que nécessaires afin de trouver les voies et moyens pouvant permettre à ces disciplines de faire mieux à l'avenir. Enfin, l'arrivée à Alger, du second contingent de la délégation paralympique algérienne, composé des athlètes médaillés et autres et annoncée pour le mercredi 8 septembre.

Pour rappel, le premier contingent constitué des athlètes ayant terminé leurs compétitions est arrivé jeudi à Alger et dont les membres ont eu droit à un honteux accueil.

D'ailleurs suite à cette négligence dans l'accomplissement de leurs missions, à l'absence du sens des responsabilités et au manquement à l'obligation de l'accueil des athlètes, après leur participation aux Jeux paralympiques, et sur ordre du Président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a mis fin aux fonctions du Secrétaire général du ministère de la Jeunesse et des sports et du directeur général des Sports au même ministère.

Une poursuite de l'enquête est en cours afin de demander des comptes à chaque responsable impliqué dans cet incident.

MONDIAL DES RALLYES (WRC) Annulation de l'édition du Japon



Les organisateurs du Rallye du Japon, qui aurait dû être la finale du Championnat du monde des rallyes (WRC) du 11 au 14 novembre, ont annoncé, mardi, l'annulation de l'édition

en raison de la pandémie de coronavirus.

"Compte tenu des caractéristiques de la compétition, qui se déroule sur des routes publiques avec la coopération impérative de tous les membres de la

communauté locale, et du fait qu'au Japon les cas urgents de Covid-19 continuent d'augmenter chaque jour et que l'amélioration de la situation reste imprévisible, nous n'avons qu'un seul choix qui est, malheureusement, d'annuler le Rallye du Japon 2021", a expliqué le comité exécutif responsable de l'épreuve dans un communiqué.

Une manche de remplacement doit être annoncée prochainement, indique le WRC sur son site internet.

Après huit rallyes, le Français Sébastien Ogier (Toyota) mène le classement des pilotes avec 38 points d'avance sur son équipier britannique Elfyn Evans et sur le Belge Thierry Neuville (Hyundai), alors que chez les constructeurs, Toyota a 41 longeurs d'avance sur Hyundai.

Après le Rallye de l'Acropole, en Grèce, de jeudi à dimanche, deux autres épreuves figurent au calendrier, en Finlande (1er-3 octobre) et en Espagne (14-17 octobre).

AFROBASKET 2021

Le Tunisien Makrem Ben Romdhane, désigné meilleur joueur du tournoi

Le joueur de la sélection tunisienne de basket-ball, Makrem Ben Romdhane, a été désigné meilleur joueur de l'Afrobasket 2021, dimanche soir à l'issue de la compétition organisée à Kigali au Rwanda et remportée par la Tunisie vainqueur en finale de la Côte d'Ivoire (78-75). L'aïlier-fort de 2.05m (32 ans) a tourné avec des moyennes de 12 points et 7.6 rebonds par match, la meilleure de la Tunisie dans cette catégorie. Ben Romdhane est dans le 5 type du tournoi pour la seconde fois depuis 2015, lorsqu'il avait contribué au troisième rang de son pays, a marqué 8 points et pris 10 rebonds en finale contre la Côte d'Ivoire. Figurent également dans l'équipe type, son compatriote Omar Abada, le Sénégalais Gorgui Dieng, l'Ivoirien Matt Costello et le Capverdien Walter Tavares.

FOOTBALL

Coupe Arabe des Nations (dames) - Finale
La Tunisie battue par la Jordanie (0-1)

La sélection Tunisienne féminine de football a été battue par son homologue Jordanienne (0-1), en finale de la Coupe Arabe des Nations (dames), en finale disputée lundi soir au stade Arab Contractors du Caire en Egypte. Les Tunisiennes après avoir résisté tout le long de la rencontre, se sont faites surprendre dans le temps additionnel en encaissant un but inscrit Mayssa Gabara (90+3).

La sélection tunisienne rappelle-t-on, s'était qualifiée vendredi soir pour la finale, en battant l'Algérie aux tirs au but 4-3 (2-2) et la Jordanie a éliminé l'Egypte, pays hôte, 5-2.

EGYPTE -MONDIAL 2022 (QUALIFICATIONS):

L'Egypte vire son sélectionneur après un nul contre le Gabon

Le sélectionneur de l'Egypte Hossam al-Badri a été démis de ses fonctions lundi au lendemain d'un nul laborieux face au Gabon (1-1) en qualifications pour le Mondial-2022, a annoncé la Fédération égyptienne de football.

"L'association a décidé, lors d'une réunion d'urgence (...), de remercier les entraîneurs et le staff technique pour leurs services au sein de la sélection", a déclaré la Fédération dans une court communiqué sur ses réseaux sociaux.

Hossam al-Badri avait assuré dimanche soir à la presse qu'il ne démissionnerait pas, arguant que sous son mandat, les Pharaons étaient parvenus à se qualifier pour la Coupe d'Afrique des Nations prévue en janvier au Cameroun.

Mais lundi, la Fédération en a décidé autrement et a promis d'annoncer les noms de la nouvelle équipe technique sous 48 heures.

Le match nul (1-1) contre le Gabon, obtenu dans les dernières minutes du match, et la victoire poussive (1-0) contre l'Angola mercredi dernier, avaient entraîné de nombreuses critiques sur les réseaux sociaux.

Remercié avec toute son équipe technique lundi, Hossam al-Badri avait été nommé à son poste en septembre 2019 avec pour mission de remettre sur pied des Pharaons après une décevante Coupe d'Afrique des nations, pourtant organisée à domicile.

L'Egypte avait été éliminée de la compétition dès les huitièmes de finale.

En dépit de ce nul, l'Egypte est en tête de son groupe des éliminatoires au Mondial-2022 avec quatre points, devant la Libye (3 pts) qui compte un match en moins.

FOOTBALL

Brésil-Argentine arrêté pour "raisons politiques", estime le gardien argentin

Le gardien de but argentin Emiliano Martínez a estimé lundi que l'Argentine "avait tout pour battre le Brésil" dimanche lors des qualifications sud-américaines pour la Coupe du monde 2022 au Qatar mais que le match a été annulé "pour des raisons politiques".

"C'est un sentiment amer.

Nous nous sommes préparés pendant trois jours au Brésil pour jouer et après quelques minutes le match est annulé (...) pour des raisons politiques", a déclaré sans plus de détails le gardien argentin interrogé par la presse à l'aéroport de Buenos Aires.

"S'ils nous avaient prévenus à notre arrivée au Brésil, il n'y aurait pas eu autant

de chaos. C'est une honte, une honte parce que nous allions gagner", s'est-il emporté.

Emiliano Martínez fait partie des quatre joueurs argentins évoluant dans le championnat anglais accusés d'avoir violé les protocoles anti-Covid au Brésil.

Évoluant à Aston Villa avec l'attaquant Emiliano Buendia qui n'était pas sur la feuille de match, ils avaient été libérés par leur club pour disputer deux des trois rencontres des qualifications, contrairement à d'autres joueurs africains ou à sud-américains retenus par leurs clubs de Premier League. Ils ont tous deux embarqué lundi à destination de la Croatie où ils vont effectuer une période de quarantaine avant leur retour en Angleterre. "Nous sommes

quatre Anglais à avoir décidé de venir en raison de l'amour que nous avons pour le maillot. Après avoir gagné la Copa America (1-0 contre le Brésil en finale, ndr), tout le monde voulait être là", a ajouté le gardien de 29 ans.

Il n'est pas encore clair si le défenseur Cristian Romero et le milieu de terrain Giovanni Lo Celso, pensionnaires de Tottenham, allaient participer à la dernière rencontre prévue jeudi à Buenos Aires contre la Bolivie.

Dimanche quelques minutes après le coup d'envoi à Sao Paulo, des représentants de l'agence sanitaire brésilienne Anvisa et de la police fédérale sont entrés sur le terrain pour mettre fin à la rencontre.

L'Anvisa accuse les quatre joueurs de l'Albiceleste évoluant en Angleterre d'avoir fourni de "fausses informations" dans leur formulaire d'entrée au Brésil, en omettant de signaler leur séjour britannique lors des quatorze jours précédant leur arrivée, échappant ainsi à une période de quarantaine.

La Fédération argentine de football a de son côté nié tout "mensonge" de la part des joueurs concernés.

La Fifa a dit déplorer "les scènes précédées nt la suspension" de la rencontre et que "les informations seront analysées par les organes disciplinaires compétents et une décision sera prise en temps voulu".

APS

FOOTBALL - LIGUE 2 (CENTRE-OUEST)

MCB Oued Sly : vers le maintien de l'entraîneur Saïd Hamouche (président)

L'entraîneur Saïd Hamouche sera bientôt convié à négocier avec la direction du MCB Oued Sly en vue de prolonger son contrat avec ce club de Ligue 2 de football, a indiqué, mardi, le président de ce dernier.

Rachid Chirano a fait savoir à ce propos qu'il était "satisfait" du travail réalisé par son entraîneur au cours de l'exercice passé, qui a vu son équipe échouer de peu dans la course à l'accession en Ligue 1.

"Nous préférons opter pour la stabilité, d'où notre désir de prolonger le contrat de l'entraîneur Hamouche si nous parvenons bien sûr à trouver un terrain d'entente dans les jours à venir.

Ce technicien a réalisé du bon travail la saison passée, et nous souhaitons bien qu'il continue avec nous", a déclaré Chirano sur la page officielle de son club.

Le coach Saïd Hamouche avait atterri au MCB Oued Sly au milieu de milieu de l'exercice passé en remplacement de son collègue Touhami Sahraoui.

Il a réussi à terminer champion de son groupe Ouest avant d'échouer dans les Play-Off.

En attendant de connaître le sort des négociations avec le technicien Hamouche, le président du représentant de la wilaya de Chlef a informé avoir noué des contacts avec sept joueurs "de valeur" en vue de les recruter. Il a, en outre, affiché de grosses ambitions pour jouer les premiers rôles la saison prochaine, "et pourquoi pas accéder parmi l'élite",



a-t-il encore dit. Par ailleurs, le même responsable s'est dit "inquiet" quant au retard accusé dans l'aménagement du stade communal, une situation qui avait obligé son équipe à accueillir ses adversaires au niveau du stade Mohamed-Boumezreg à Chlef tout au long de l'exercice écoulé. "Comme les compétitions des jeunes catégories seront relancées la saison prochaine, nous risquons de trouver des difficultés pour leur

assurer un lieu d'entraînement et de domiciliation de leurs matchs, vu que les travaux au niveau de notre stade ne sont pas encore achevés", a-t-il prévenu.

Contrairement à la saison passée, les 32 clubs du deuxième palier ont été répartis en deux groupes (centre-ouest et centre-est).

Les leaders de chaque groupe accéderont en Ligue 1 en fin de saison.

LIGUE1 (2021-2022)

La JS Saoura reprendra les entraînements samedi prochain (club)

Les joueurs de la JS Saoura reprendront le 11 septembre le chemin des entraînements au stade du 20 Août 1955, de Bechar en prévision de la nouvelle saison de Ligue 1 dont le coup d'envoi sera donné le 23 octobre prochain, a-t-on appris auprès du club.

"Tout les moyens seront mis à la disposition des joueurs au titre de cette

première phase de ce stage de préparation physique et technique, qui se poursuivra dans sa deuxième et dernière phase à Alger", a précisé Houcini Abdelwahab, responsable de communication au sein du club.

En prévision de la nouvelle saison, la direction du club a procédé récemment au recrutement de

quatre (4) attaquants, à savoir le meneur de jeu du MC.Oran, Mellal Ben Omar, Ouïs Mohamed Amine (ASO Chlef), Oussama Bellatrache (W Tlemcen), et Ismail Saadi (ES. Sétif).

"Actuellement nous attendons la concrétisation des pourparlers pour le recrutement d'un nouvel entraîneur pour prendre en main l'équipe envue de

la prochaine saison de Ligue 1, de même que de représenter dignement l'Algérie à la Coupe de la Confédération" a-t-il souligné.

Pour rappel, la JS Saoura qui avait terminé la saison 2020-2021 à la 4e place de Ligue 1, représentera l'Algérie à la Coupe de la Confédération de football.

ELIMINATOIRES MONDIAL 2022

La Côte d'Ivoire bat le Cameroun (2-1)

La sélection nationale de Côte d'Ivoire a battu (2-1) lundi à Abidjan celle du Cameroun en match comptant pour la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe du monde prévue en 2022 au Qatar.

Les buts de la Côte d'Ivoire ont été marqués en première période par Sébastien Haller à la 20e minute (sur

penalty) et à la 29e minute. Nicolas Moumi a permis au Cameroun de réduire le score en seconde période à la 60e minute de jeu. A l'issue de cette deuxième journée, la Côte d'Ivoire (4 points) prend la tête du groupe D devant le Cameroun (3 points), en attendant la confrontation mardi entre le Malawi (0 point) et le

Mozambique (1 point). Au total, 40 pays répartis dans dix groupes de quatre participants à ces éliminatoires en Afrique.

Les premiers de chaque groupe prendront part à des barrages et les cinq vainqueurs des confrontations en aller/retour représenteront l'Afrique au Qatar.

Toujours pas d'accord avec Dybala

Entre Paulo Dybala (27 ans, 2 matchs et 1 but en Serie A cette saison) et la Juventus Turin, il existe une volonté commune d'étendre la collaboration au-delà de juin 2022. Mais pas à n'importe quelle condition. L'attaquant argentin, remobilisé par le retour de Massimiliano Allegri sur le banc piémontais cet été, dispose d'exigences sportives mais aussi financières pour prolonger son bail. Le journaliste italien de Transfermarkt Nicolò Schira nous apprend notamment que La Joya réclame un salaire annuel de 10 M€, accompagné de bonus estimés à 2 M€ jusqu'en 2026, alors que la Vieille Dame lui propose seulement des émoluments à 8,5 M€, avec un million d'euros supplémentaire en bonus. Les deux parties gardent donc des positions éloignées pour le moment, et un nouveau rendez-vous devrait se tenir avant la fin du mois pour enfin tenter de parvenir à un accord.



KAMARA VERS LA PROLONGATION ?

Selon L'Équipe, les dirigeants phocéens ont fait parvenir une offre de contrat au milieu défensif. Elle porterait jusqu'en juin 2024, soit deux ans de plus que son engagement actuel. Le joueur va maintenant l'étudier, avec son entourage, tandis que l'OM serait optimiste quant à l'issue des discussions. Pour rappel, Kamara a disputé 126 matchs, toutes compétitions confondues, depuis ses débuts. Son contrat prend pour l'instant fin en 2022 et il n'a pas reçu les propositions qu'il attendait, cet été. Newcastle a notamment fait une tentative, en toute fin de marché, le 31 août, mais sans succès. La Juventus de Turin, Manchester City et le Bayern Munich, qui étaient censés le suivre, n'ont pas bougé. A noter que le Sénégal essaierait de récupérer le natif de Marseille, lequel est boudé par Sylvain Ripoll, chez les Espoirs, depuis le printemps. Et il n'a pas non plus eu sa chance chez les Bleus de Didier Deschamps.

BENZEMA : «J'AI ENCORE DEUX BONNES ANNÉES AU REAL DEVANT MOI»

De passage à Lyon avec l'Équipe de France, Karim Benzema a été sondé sur un possible retour dans son club formateur.

Vêtu à nouveau le maillot de l'Olympique Lyonnais, l'attaquant des Bleus ne l'envisage pas, du moins pas à court terme. Celui qui a récemment prolongé son contrat avec le Real Madrid dit se sentir en pleine possession de ses moyens et compte poursuivre son aventure en Espagne tant que possible. "J'ai un contrat au Real Madrid, je m'y sens super bien. Après ? Je ne sais pas, parce que je prends année par année. Si je me sens bien, je continue dans le foot, et si je ne me sens pas bien, on verra. Mais là, j'ai encore deux bonnes années au Real devant moi", a-t-il déclaré auprès de RMC. Benzema a aussi évoqué son retour en sélection, pour lequel il dit ressentir "beaucoup de joie et de fierté", ajoutant qu'il avait toujours eu "l'Équipe de France dans un coin de sa tête".



NAPLES : UNE CIBLE DE L'OM PROLONGÉE ?

Adam Ounas devrait prolonger son contrat avec Naples. Naples : une cible de l'OM prolongée ? Actuellement lié avec Naples jusqu'en juin 2022, Adam Ounas était proche de rejoindre l'Olympique de Marseille cet été. Néanmoins, l'intéressé ne s'est finalement pas engagé avec la formation phocéenne et les Napolitains pourraient donc perdre leur élément offensif gratuitement dans les prochains mois. Pour éviter cela, la direction du club aurait entamé des négociations avec l'international algérien pour prolonger son bail, si l'on en croit il Corriere dello Sport. Un accord aurait d'ailleurs déjà été trouvé pour étendre son bail jusque 2023. Le contrat serait signé, il ne manquerait que l'officialisation.

Cristiano Ronaldo bat déjà un record

A peine revenu à Manchester United, Cristiano Ronaldo (36 ans) bat déjà un record. En effet, Sky Sports indique que le maillot du Portugais avec le numéro 7 a battu le record quotidien de ventes de maillots de Manchester United, et même d'un article de sport tout court (excepté en Amérique du Nord) dans le monde ! Et tout ça, en l'espace de seulement quelques heures. De plus, le partenaire commercial des Red Devils, Fanatics, a avancé en plus que la meilleure journée de ventes mondiales pour la boutique en ligne du club avait été battue en une seule petite heure. Ces derniers temps, CR7 enchaine les records...



McKennie est convoité en Premier League !

Orphelin du départ de son enfant star Jack Grealish, parti à Manchester City, Aston Villa souhaite se renforcer dès cet hiver. Le club de Premier League aurait déjà jeté son dévolu sur le jeune Weston McKennie. Selon The Sun, Aston Villa, le club de Birmingham, souhaite un prêt avec option d'achat, cet hiver, pour s'offrir l'Américain Weston McKennie, définitivement recruté par la Vieille Dame pour 20,5 M€ en juillet dernier. Le jeune milieu de terrain de 23 ans, avait d'abord rejoint la Juventus sous forme d'un prêt d'une saison en 2020, en provenance de Schalke. Convaincant, jeune et polyvalent, les dirigeants de la Vieille Dame ont décidé de le recruter officiellement cet été avec un contrat qui va jusqu'en 2025. Reste à savoir si Massimiliano Allegri ouvrira la porte à un départ de son joueur dès cet hiver, alors que le milieu de terrain turinois est déjà peu fourni, et à la peine depuis le début de saison. L'Américain n'était pas jugé intransférable non plus, puisqu'une somme avoisinant les 30 millions pourrait faire réfléchir la Juventus.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

Les formulaires de souscription des signatures retirés par 1.366 listes de partis et 13 listes d'indépendants (Charfi)

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a indiqué lundi à Alger que 1.366 listes de partis et 13 listes d'indépendants avaient retiré à ce jour les formulaires de souscription des signatures en prévision des élections locales du 27 novembre prochain.



Lors d'une conférence de presse animée au siège de l'ANIE, à l'issue d'une réunion, par visioconférence, avec les coordonnateurs des délégations de l'autorité au niveau des wilayas, M. Charfi a précisé que les préparatifs des élections locales "vont bon train", 1.366 listes de partis (1.327 pour les APC et 39 pour les APW) et 13 listes d'indépendants (8 pour les

APC et 5 pour les APW) ayant d'ores et déjà retiré les formulaires de souscription des signatures en prévision de ces échéances, a-t-il dit. Les formulaires sont disponibles au niveau de toutes les délégations de l'ANIE à travers le territoire national, a-t-il rappelé.

Concernant la révision exceptionnelle des listes électorales, qui a débuté dimanche, le président de

l'ANIE a indiqué que les "premiers résultats montrent l'inscription de 25.813 nouveaux électeurs et la radiation de près de 42.000 pour cause de décès ou de changement de résidence".

Lire aussi: ANIE: toutes les conditions de réussite des élections locales sont réunies L'Autorité nationale indépendante des élections s'emploie à "réunir tous les moyens à même d'assurer la transparence et la régularité du scrutin et de permettre aux citoyens d'exercer leur droit en toute souveraineté et liberté", a affirmé M. Charfi, appelant l'ensemble des acteurs concernés par l'opération électorale à sensibiliser les citoyens à l'importance du vote à ce scrutin pour le "parachèvement de l'édification institutionnelle".

Il a, par ailleurs, fait savoir qu'il sera procédé, pour

la première fois durant la campagne électorale, à l'enregistrement des interventions des candidats à la radio et à la télévision au niveau de leurs wilayas de résidence afin de leur éviter le déplacement à Alger.

ALGÉRIE-ITALIE

Le Premier ministre reçoit l'ambassadeur d'Italie

Le Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane, a reçu lundi, au Palais du Gouvernement, M. Giovanni Pugliese, ambassadeur de la République italienne en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre. L'audience a été l'occasion de "procéder à un échange de vues sur les voies et moyens de renforcement des relations algéro-italiennes, notamment à l'occasion des prochaines échéances bilatérales inscrites à l'agenda de coopération entre les deux pays", précise la même source.

ALGÉRIE-MAURITANIE

M. Lamamra entame une visite de travail à Nouakchott

Le ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra entame, mardi, en sa qualité d'envoyé spécial du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une visite dans la capitale mauritanienne Nouakchott, indique un communiqué du ministère. Lors de cette visite de deux jours, M. Lamamra aura des entretiens avec les plus hautes autorités mauritaniennes, en tête desquelles le président mauritanien, M. Mohamed Ould El-Ghazaouani, précise le communiqué. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la volonté commune des dirigeants des deux pays et leurs orientations judiciaires quant à la nécessaire consécration de la tradition de concertation et de coordination et au renforcement des relations stratégiques entre les deux pays, ainsi que l'accélération du rythme de la coopération bilatérale dans divers domaines, ajoute le communiqué. Elle sera également l'occasion d'examiner les questions régionales et internationales d'intérêt commun notamment les derniers développements sur la scène maghrébine et aux niveaux arabe et africain.

PUBLICITÉ

Promo Mobtasim

Rechargez et profitez des bonus internet ! *



Bonus
Internet

Entre 100 & 299 DA 500Mo

validité 24H

Entre 300 & 499 DA 2Go

validité 24H

Entre 500 & 999 DA 7Go

validité 3 jours

* Promo prépayée destinée aux clients : PixX, Top, Gosto, Batel, Awel Mobilis, Awel tous. valable jusqu' au 27 Septembre 2021.

www.mobilis.dz

